



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC.

QUEBEC, SAMEDI 21 MAI 1887.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1449

Nominations.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 13 mai courant (1887), de nommer commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, dans le comté de Rimouski, M. Auguste Tessier, en remplacement du Rév. I. M. Audet, et M. Octave Lavoie, en remplacement de M. Elzéar Lepage. Les dits MM. Audet et Lepage étant absents de la municipalité depuis plusieurs mois et n'ayant pas été remplacés par élection.

1747

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 16 mai 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer l'Honorable Henri Gustave Joly, agronome, de la Pointe Platon, membre du conseil d'agriculture de la province de Québec, en remplacement de P. B. Benoit, écuyer, qui a donné sa démission.

1749

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st MAY, 1887.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1450

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an Order in Council, in date of the 13th May instant, (1887), to appoint as school commissioners for the municipality of the parish of Saint Germain de Rimouski, in the county of Rimouski, Mr. Auguste Tessier, instead of the Rev. I. M. Audet; and Mr. Octave Lavoie, instead of Mr. Elzéar Lepage. The said Messrs. Audet and Lepage have been absent from the municipality for several months, and no election has taken place since.

1748

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 16th May, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint the Honorable Henri Gustave Joly, agriculturist, of Point Platon, member of the council of agriculture of the province of Québec, in place of P. B. Benoit, esquire, who has resigned.

1750

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 13 mai 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil d'adjoindre MM. Arthur Roberts, de Hemmingford, et John Cameron, de Dundee, dans le comté de Huntingdon, à la commission de la paix pour le district de Beauharnois. 1737

Avis du Gouvernement.

ERECTION DE MUNICIPALITÉS

Eriger en municipalité scolaire toute cette partie de la paroisse de Sainte-Anne de Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice, qui ne fait pas partie au village incorporé de la dite paroisse, et l'eriger en municipalité scolaire, sous le nom de "la paroisse de Sainte-Anne de Yamachiche." 1751

Eriger en municipalité scolaire, la municipalité du village de Yamachiche, telle que délimitée dans la proclamation du cinq avril dernier, sous le nom de "du village de Yamachiche."

GEDEON OUMET.

Québec, 16 mai 1887.

1751½

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndicats des écoles dissidentes de la municipalité de Coma, dans le comté de Vaudreuil, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité, qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil, que la corporation des syndicats des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclaré dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 21 mai 1887.

1739

ERECTIONS DE MUNICIPALITES.

La municipalité du village de Boucherville, dans le comté de Chambly, comprendra toute cette partie de la municipalité scolaire actuelle, composée du village, des terres du premier rang et des îles, et de la partie du second rang appelée "rang du lac et de la rivière au Pin," jusqu'à la ligne connue sous le nom de "ligne du Domaine," au milieu de la paroisse de Boucherville, et sera bornée au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est par la paroisse de Varennes, au sud-ouest par la paroisse de Longueuil, et au sud-est par le résidu de la paroisse de Boucherville, étant partie des deuxième et troisième rangs, et sera désigné sous le nom de "Village de Boucherville." 1753½

La municipalité de la paroisse de Boucherville, comprendra l'autre partie de la municipalité actuelle, composée du résidu des terres du second rang, appelé "Pays brûlé," et des troisième, quatrième, cinquième et sixième rangs de la paroisse de Boucherville; bornée au nord-ouest par la municipalité scolaire du village de Boucherville, au nord-est par les paroisses de Varennes et Sainte-Julie, au sud-ouest par les paroisses de Longueuil et Saint-Hubert, et au sud-est par la

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 18th May, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to associate Messrs. Arthur Roberts, of Hemmingford, and John Cameron of Dundee, in the county of Huntingdon, to the commission of the peace for the district of Beauharnois. 1738

Government Notices.

ERECTION OF MUNICIPALITIES.

To erect into a school municipality all that part of the parish of Saint Anne de Yamachiche, in the county of Saint Maurice, which is not comprised within the incorporated village of the said parish, and to erect it into a school municipality under the name of "the parish of Sainte Anne de Yamachiche." 1752

To erect into a school municipality, the municipality of the village of Yamachiche, the limits of which were fixed by the proclamation of the 5th of April last, under the name of "Village of Yamachiche."

GEDEON OUMET.

Quebec, 16th May, 1887.

1752½

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of Coma, in the county of Vaudreuil, have allowed one year to pass without having a school in the said municipality, and have not put the education law in force, and have taken no measures to establish schools according to law; therefore I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the Lieutenant Governor in council, that the corporation of the said dissentient school trustees for the said municipality be declared dissolved within the delay determined by law.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 21st May, 1887.

1740

ERECTION OF MUNICIPALITIES.

The municipality of the village of Boucherville, in the county of Chambly, shall comprise all that part of the present existing school municipality composed of the village, the lands of the first range and the islands, and the part of the second range known as "Range of the Lake and of the rivière au Pin," as far as the line known under the name of "Ligne du Domaine," in the centre of the parish of Boucherville, and shall be bounded on the north west by the river Saint Lawrence, on the north east by the parish of Varennes, on the south west by the parish of Longueuil, and on the south east by the remainder of the parish of Boucherville, being part of the second and third ranges, and shall be designated under the name of "The Village of Boucherville." 1754½

The municipality of the parish of Boucherville, shall comprise the other part of the present existing municipality composed of the remainder of the lands of the second range known as "Pays brûlé," and of the third, fourth, fifth and sixth ranges of the parish of Boucherville; bounded on the north west by the school municipality of the village of Boucherville, on the north east by the parishes of Varennes and Sainte-Julie, on the south west by the parishes of Longueuil and Saint

paroisse de Saint-Bruno, et sera désignée sous le nom de "la paroisse de Boucherville."

GEDEON OUIMET,
Surintendant.

Québec, 16 mai 1887.

1753

No. 469-87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'annexion en vertu de la sect. 5 du chap. 6 de 41 Vic.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia de Nelson, comté de Mégantic, les lots depuis 1 à 6 inclusivement, des neuvième et dixième rangs de la dite municipalité pour les annexer à la municipalité de Sainte-Agathe, No. 2, comté de Lotbinière, pour les fins scolaires.

1867-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5512.

Ditchfield.

Lot 17, dans le 4e rang, à Fred. Wischolt.
Lot 18, dans le 4e rang, à William Kaiser.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 10 mai 1887.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Tremblay.

(6e rang.)

Lot No. 23, à C. A. Chaperon.
Lot No. 24, à C. C. A. Dubois.
Lot No. 26, à Ths. Blackburn.
Lot No. 27, à Eug. Blackburn.

(7e rang.)

Lot No. 62, à Johnny Tremblay.

Canton Bagot.

(1er rang.)

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot No. 8, à Abel Gagnon.
 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot No. 8, à Elzéard Bédard.

Canton Caron

(7e rang.)

Lots Nos. 45 et 46, à R. G. Charleton.

Canton Simard.

(4e rang.)

Lot No. 33, à l'Hon^{ble} ls. D. E. Price.

Hubert, and on the south east by the parish of Saint Bruno, and shall be designated under the name of "The parish of Boucherville."

GEDEON OUIMET,
Superintendent.

Quebec, 16th May, 1887.

1754

No. 469-87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application for annexion in virtue of section 5, chapter 6, Victoria 41.

To detach from the school municipality of Sainte Anastasia de Nelson, county of Megantic, the lots from 1 to 6 inclusively, of the ninth and tenth ranges of the said municipality to annex them to the municipality of Sainte Agathe, No. 2, county of Lotbinière, for school purposes.

1868

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list.

Adj 5512.

Ditchfield.

Lot 17, in 4th range, to Fred. Wischolt.
Lot 18, in 4th range, to William Kaiser.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner

Department of Crown Lands,
Quebec, 10th May, 1887.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:

Township Tremblay.

(6th range.)

Lot No. 23, to C. A. Chaperon.
Lot No. 24, to C. C. A. Dubois.
Lot No. 26, to Ths. Blackburn.
Lot No. 27, to Eug. Blackburn.

(7th range.)

Lot No. 62, to Johnny Tremblay.

Township Bagot.

(1st range.)

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot No. 8, to Abel Gagnon.
S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 8, to Elzéard Bédard.

Township Caron.

(7th range.)

Lots Nos. 45 and 46, to R. G. Charleton.

Township Simard.

(4th range.)

Lot No. 33, to Hon^{ble} ls. D. E. Price.

Canton Labarre.
(2e rang-Ouest.)

Lot No. 1, à Louis Hudon.

Canton Delisle (Alma)
(1er rang.)

Lot No. 25, à Adèle Lavoie.

Canton Chicoutimi.
(6e rang S. O.)

¼ N. E. du lot No. 15, à Ignace Gagné.
¼ S. O. du lot No. 15, à Didier Harvey.

Canton Mesy.
(3e rang Est.)

Lot No. 1, à Cyprien Gagnon, fils.
Lots Nos. 2 & 3, à Simon Ross.
Lots Nos. 4 & 5, à François Labbé.
Lots Nos. 6 & 7, à Abraham Gagnon.
Lot No. 8, à G. H. Forrest.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Québec, 12 mai 1887.

1681 2

Township Labarre.
(2nd range West.)

Lot No. 1, to Louis Hudon.

Township Delisle (Alma.)
(1st range.)

Lot No. 25, to Adèle Lavoie.

Township Chicoutimi.
(6th range S. W.)

N. E. ¼ of lot No. 15, to Ignace Gagné.
S. W. ¼ of lot No. 15, to Didier Harvey.

Township Mesy.
(3rd range East.)

Lot No. 1, to Cyprien Gagnon, Son.
Lots Nos. 2 & 3, to Simon Ross.
Lots Nos. 4 & 5, to François Labbé.
Lots Nos. 6 & 7, to Abraham Gagnon.
Lot No. 8, to G. H. Forrest.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Quebec, 12th May 1887.

1682

Avis Divers.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1220.

Dame Tharcile Cusson a institué une action en
séparation de biens contre son époux Alphonse
Racette, barbier, de Montréal.

CHS. C. DE LORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 12 mars 1887.

1735

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No. 3134.

Dame Emilie Coutu, de la ville de Sorel, district
de Richelieu, épouse de Alfred Allard, naviga-
teur, du même lieu, dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Allard, navigateur, de la dite ville
de Sorel, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le neuvième jour de mai courant.

SYLVESTRE & BRUNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 9 mai 1887.

1743

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 463.

Dame Marie Turcotte, épouse de Narcisse Grenier,
cultivateur, de la paroisse de Saint Grégoire le
Grand, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Grenier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour
institué contre le Défendeur en cette cause.

DENONCOURT & HARNOIS,
Avocats de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 14 mai 1887.

1755

Avis est par le présent donné que, en vertu de
l'acte d'incorporation des compagnies à fonds
social, sous un mois après la première publication
de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*,
une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur
en conseil, en vertu du dit acte, pour obtenir
des Lettres Patentes sous le Grand Sceau de la
Province de Québec, et pour une charte d'incor-
poration aux r. querants ci-après nommés, et telles

Miscellaneous Notices.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1220.

Dame Tharcile Cusson has instituted a demand
for separation as to property against her hus-
band Alphonse Racette, barber, of Montreal.

CHS. C. DE LORIMIER,
Atty. for Plaintiff.

Montreal, 12th March, 1887.

1736

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 3134.

Dame Emilie Coutu, of the town of Sorel, district
of Richelieu, wife of Alfred Allard, mariner, of
the same place, duly authorized to ester en
justice, Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Allard, mariner, of the said town
of Sorel, said district, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case on the ninth day of May
instant.

SYLVESTRE & BRUNEAU,
Advocates for the plaintiff.

Sorel, 9th May, 1887.

1744

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 463.

Dame Marie Turcotte, wife of Narcisse Grenier,
farmer, of the parish of Saint Grégoire le Grand,
and duly authorised to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Narcisse Grenier, Defendant.
An action for separation as to property has
this day, been instituted against the defendant in
this case.

DENONCOURT & HARNOIS,
Advocates for the Plaintiff.

Three Rivers, 14th May, 1887.

1756

Notice is hereby given in virtue of the joint
stock companies incorporation act, that after the
expiry of one month from the first publication of
this notice, in the *Quebec Official Gazette*, applica-
tion will be made to the Lieutenant Governor in
Council, under the said act, for letters patent,
under the great seal of the province of Québec,
and for a charter of incorporation to the appli-
cants here in after named, and such others as may

autres personnes qui pourront devenir actionnaires de l'association à être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés, à savoir :

1. Le nom proposé de l'association sera "The Manse Building Association of Henry's Church, Lachute."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de posséder, gérer et disposer des propriétés du dit presbytère et des dépendances et propriétés qui en font partie, de Henry's Church, Lachute, comme presbytère ou résidence pour le titulaire de l'église presbytérienne, connue sous le nom de Henry's Church, en la ville de Lachute.

3. Le principal bureau de l'association sera en la ville de Lachute.

4. Le montant du fonds social sera de quatre mille piastres divisé en quatre cents actions de dix piastres chacune.

5. Les noms et résidences des requérants sont : Robert G. Meikle, banquier ; Phineas Lane, commerçant ; Thomas Christie, docteur en médecine ; Hugh Fraser, fils, marchand ; tous de la ville de Lachute, en la province de Québec, et John Hay, du canton de Chatham, en la dite province.

6. Les premiers directeurs de l'association, seront les dits Robert G. Meikle, Phineas Lane, Thomas Christie, Hugh Fraser et John Hay.

ROBERT G. MEIKLE,
PHINEAS LANE,
THOMAS CHRISTIE,
HUGH FRASER,
JOHN HAY.

Lachute 6 mai 1887.

1699 2

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES
CONTESTEES DE 1874 ET L'ACTE
DES ELECTIONS FEDERALES
CONTESTEES.

Puissance du Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Bedford. }

Election d'un membre de la Chambre des Communes pour le district électoral de Brome, située dans le district judiciaire de Bedford.

James Morrison, de la partie est du canton de Farnham, dans le district électoral de Brome et le district judiciaire de Bedford, cultivateur et voiturier.

Pétitionnaire ;

et

Sidney Arthur Fisher, du canton de Brome, dans le district électoral de Brome et district judiciaire de Bedford, cultivateur,

Répondant.

Avec public est par le présent donné que le troisième jour de mai courant, j'ai reçu en ma qualité d'officier-rapporteur du district électoral de Brome susdit, copie d'une pétition d'élection en cette cause présentée et produite le troisième jour d'avril dernier, par George B. Baker, écuyer, avocat, de Sweetsburgh, dans le district judiciaire de Bedford, comme procureur et agent pour le pétitionnaire, qui a fait élection de domicile pour les fins de sa pétition au bureau de Messieurs Baker & Martin, avocats, situé sur le lot No. 7, des plan et livre de renvoi de Sweetsburgh susdit.

Daté à Knowlton, ce 4 mai 1887.

H. S. FOSTER,
Officier-rapporteur pour le district
électoral de Brome.

1775

become shareholders in the association to be created a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned, that is to say :

1. The proposed name of the association is the "Manse Building Association of Henry's Church, Lachute."

2. The object for which incorporation is sought, is the holding, managing and disposing of the property of the said Manse, and dependencies and properties thereto attached of Henry's Church, Lachute, as a manse or residence for the incumbent of the Presbyterian Church, known as Henry's Church, in the town of Lachute.

3. The head office of the association shall be in the town of Lachute.

4. The amount of the capital stock will be four thousand dollars, in four hundred shares of ten dollars each.

5. The names and addresses of the applicants are : Robert G. Meikle, banker ; Phineas Lane, trader ; Thomas Christie, doctor of medicine ; Hugh Fraser, junior, merchant ; all of the town of Lachute, in the province of Québec, and John Hay, of the township of Chatham, in the said province.

6. The first directors of the association will be the said Robert G. Meikle, Phineas Lane, Thomas Christie, Hugh Fraser and John Hay.

ROBERT G. MEIKLE,
PHINEAS LANE,
THOMAS CHRISTIE,
HUGH FRASER,
JOHN HAY.

Lachute, 6th May, 1887.

1700

THE DOMINION CONTROVERTED ELECTIONS ACT 1874 AND THE DOMINION CONTROVERTED ELECTION ACT.

Dominion of Canada, } In the Superior Court.
Province of Québec, }
District of Bedford. }

Election of a member for the House of Commons for the electoral district of Brome, situate in the judicial district of Bedford.

James Morrison, of the east part of the township of Farnham, in the said electoral district of Brome, situate within the judicial district of Bedford, farmer and carriage maker,

Petitioner ;

and

Sydney Arthur Fisher, of the township of Brome, in the electoral district of Brome, and in the judicial district of Bedford, farmer,

Respondent

Public notice is hereby given that, on the third day of May instant, I received in my capacity of returning officer for the electoral district of Brome aforesaid, copy of an election petition in this case presented and produced on the thirtieth day of April last, by George B. Baker, esquire, advocate, of Sweetsburgh, in the said judicial district of Bedford, as attorney and agent for the petitioner who has made election of domicile for all the purposes of his election petition in this matter, at the office of Messrs. Baker & Martin, advocates, situate on lot No. 7, of the official plan and book of reference of the village of Sweetsburgh.

Dated at Knowlton, this 4th May, 1887.

H. S. FOSTER,
Returning officer for the electoral
district of Brome.

1776

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie de Chemin de fer de la Rive Nord, aura lieu au bureau de la Compagnie, en la cité de Québec, mercredi, le premier jour de juin 1887, à onze heures A. M., dans le but de recevoir le rapport des directeurs, pour l'élection des directeurs de l'année prochaine, et pour la transaction de toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Par ordre du bureau,
1709 2 CHARLES DRINKWATER,
Secrétaire.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 2008.

Dame Cécile Dufour dite Latour, épouse de Tertulien Dagenais, tonnelier, de la cité et du district de Montréal, a institué contre son époux une action en séparation de biens.

J. A. ST. JULIEN,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 28 avril 1887. 1671 2

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.

Dame Marie George, du canton de Magog, en le district de Saint-François, épouse de André Phaneuf, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, par un Juge de la Cour Supérieure, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le dit André Phaneuf.

LAWRENCE & MORRIS,
Précureurs de la Demanderesse.
Sherbrooke, 30 avril 1887. 1595 3

PROVINCE DE QUEBEC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, en Conseil, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau, leur accordant une charte, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie créée par la dite charte, en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la compagnie sera "The Canadian Fish, Oil and Guano Company."

L'objet pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée est d'acquérir des terrains pour y établir des pêcheries et autres terrains, de construire ou acheter un ou plusieurs vaisseaux conduits par la vapeur ou autrement, de construire des factories pour manufacturer de l'huile et engrais de poisson, travailler le bois exploiter les mines, construire des jetées et pour acquérir des propriétés mobilières et immobilières.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Manicougan Point.

Le montant de son fonds social sera de deux cent mille piastres divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Jacob W. Schuyler, marchand de bois, au No. 104, rue Hall, cité de New-York ; M. Joseph P. Wiswall, courtier, 14, rue Wall, cité de New-York ; Rudolph G. Salomon, manufacturier, Newark, N. J. ; E. P. Bender, écuyer, C. E., Saint-Thomas, Montmagny, P. Q., Canada ; W. H. Forest, lieutenant-col., Québec, Canada ; F. M. Audet, marchand, Québec,

P. AUG. CHOQUETTE,
Précureur des Requérants. 1501 4

NORTH SHORE RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general Meeting of the shareholders of the North Shore Railway Company, will be held at the Company's office, in the city of Quebec, on Wednesday, the 1st day of June, 1887, at eleven o'clock A. M., for the purpose of receiving a report from the directors, for the election of directors for the ensuing year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

By order of the Board,
1710 CHARLES DRINKWATER,
Secretary.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2008.

Dame Cécile Dufour dite Latour, wife of Tertulien Dagenais, cooper, of the city and district of Montreal, has instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. A. ST. JULIEN,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 28th April, 1887. 1672

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.

Dame Marie George, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, wife of André Phaneuf, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, by a Judge of the Superior Court, has, this day, instituted an action en séparation de biens against the said André Phaneuf.

LAWRENCE & MORRIS,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 30th April, 1887. 1593

PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that within one month from the last insertion of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the persons hereinafter named, to obtain letters patent under the great seal, granting them a charter, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company created by the said charter, a body politic and corporated under the provisions of the joint stock companies incorporation act.

1. The proposed name of the company is *The Canadian Fish, Oil and Guano Company*.

The object for which the incorporation of the said company is sought is to acquire fishing grounds and other landed properties, to build or purchase one or more vessels driven by steam or otherwise, to build factories for manufacturing oil and fish Guano, lumber, working mines, building piers and to acquire real and movable properties.

The company's principal place of business will be at Manicougan Point.

The amount of its stock shall be two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

The names in full, addresses and callings of the applicants are : Jacob W. Schuyler, lumber dealer, at 104, Wall street, New York city ; Mr. Joseph P. Wiswall, broker, 14, Wall street, New York city ; Rudolph G. Salomon, manufacturer, Newark, N. J. ; E. P. Bender, esquire, C. E., Saint Thomas Montmagny, P. Q., Canada ; W. H. Forest, Lt.-Col., Québec, Canada ; F. M. Audet, merchant, Quebec.

P. AUG. CHOQUETTE,
Attorney for Applicants. 1502 4

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1818.
Dme Virginie Thibault, des cité et district de
Montréal, épouse de Jean-Baptiste Lavoie, char-
pentier, du même lieu, dûment autorisée à
ester en justice, Demanderesse ;
vs.
Jean-Baptiste Lavoie, charpentier, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 22 avril 1887.
A. ARCHAMBAULT,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 25 avril 1887. 1505 4

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dame Marie Anne Weller, de la paroisse de Saint-
Casimir, épouse de George Tessier, cultivateur,
du même lieu, dûment autorisée à ester en jus-
tice, Demanderesse ;
vs.
George Tessier, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Casimir, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause, le 14 avril courant, à Québec.
J. A. TESSIER,
Avocat de la Demanderesse.
Québec, 14 avril 1887. 1419 5

Canada,
Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 3129.
Dame Elizabeth Trudeau, de la ville de Sorel, dans
le district de Richelieu, épouse de Eusèbe
Auclair, navigateur, du même lieu, dûment
autorisée à ester en justice aux fins des pré-
sentes, Demanderesse ;
vs.
Eusèbe Auclair, navigateur, de la ville de Sorel
suscite, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour
instituée en cette cause.
A. P. VANASSE,
Avocat de la Demanderesse.
Sorel, 2 mai 1887. 1603 3

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
Saint-François.
No. 141.
Dame Philomène Parmentier dit Nourri, de la cité
de Sherbrooke, épouse de Juste Boucher, com-
merçant, de la dite cité, et dûment autorisée
par le juge à ester en justice aux fins des pré-
sentes, Demanderesse ;
vs.
Le dit Juste Boucher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été insti-
tuée ce jour par la demanderesse contre le défen-
deur.
BÉLANGER & GENEST,
Procureurs de la Demanderesse.
Sherbrooke, 19 avril 1887. 1499 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1189.
Avis est par les présentes donné que Dame
Marie Albina Corbeil, de la paroisse de Saint-
Léonard de Port Maurice, épouse de Léon Gagnon,
cultivateur, du même lieu, a institué une action
en séparation de biens contre son dit époux.
T. C. DELORMIER,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 7 mars 1887. 1507 5

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1818.
Dme Virginie Thibault, of the city and district of
Montreal, wife of Jean Baptiste Lavoie, carpen-
ter, of the same place, duly authorized to ester
en justice, Plaintiff ;
vs.
Jean Baptiste Lavoie, carpenter, of the said city,
Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause, on the 22nd April, 1887.
A. ARCHAMBAULT,
Plaintiff's attorney.
Montreal, 25th April, 1887. 1506 4

Canada,
Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
Dame Marie Anne Weller, of the parish of Saint
Casimir, wife of George Tessier, farmer, of the
said place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs.
George Tessier, farmer, of the parish of Saint
Casimir, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case, on the 14th April instant,
at Québec.
J. A. TESSIER,
Advocate for the Plaintiff.
Québec, 14th April, 1887. 1420

Canada,
Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 3129.
Dame Elizabeth Trudeau, of the town of Sorel, in
the district of Richelieu, wife of Eusèbe Auclair,
navigator, of the same place, duly authorized
to ester en justice to the ends hereof,
Plaintiff ;
vs.
Eusèbe Auclair, navigator, of the town of Sorel
aforesaid, Defendant.
An action for separation as to property has this
day been instituted in this cause.
A. P. VANASSE,
Attorney for Plaintiff.
Sorel, 2nd May, 1887. 1604

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
Saint Francis.
No. 141.
Dame Philomène Parmentier dit Nourri, of the
city of Sherbrooke, wife of Juste Boucher, of
the said city, trader, and by the judge duly autho-
rized to ester en justice, to the ends hereof,
Plaintiff ;
vs.
The said Juste Boucher, Defendant.
An action for separation as to property has this
day been instituted by the plaintiff against the
defendant.
BÉLANGER & GENEST,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 19th April, 1887. 1500

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1189.
Notice is hereby given that Dame Marie Albina
Corbeil, of the parish of Saint Léonard de Port
Maurice, wife of Léon Gagnon, of the same place,
farmer, has instituted an action for separation as
to property against her said husband.
T. C. DELORMIER,
Atty. for Plaintiff.
Montreal, 7th March, 1887. 1508

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1671.
Dame Emma Vallée, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Romuald Piché, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs.
Le dit Romuald Piché, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette affaire.
Z. RENAUD,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 13 avril 1887. 1451 5

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Nicholas R. Mudge, Insolvable ;
et
Fred. M. Cole, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, les dividendes seront payables à mon bureau, le 1er juin 1887.
FRED. M. COLE,
Curateur.
Montréal, 9 mai 1887. 1741

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Clément Berthiaume, de Contre-cœur, failli.
Avis est par le présent donné que, le 13ème jour de mai 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.
Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.
A. E. GERVAIS,
A. L. KENT,
Curateur conjoint.
Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes,
Montréal, 17 mai 1887. 1765

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 715.
Dans l'affaire de James Smith, failli ;
et
Edouard Bégin, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de collocation sur les immeubles a été préparé en cette cause, et sera sujet à objection jusqu'au huitième jour de juin prochain, 1887, après laquelle date les dividendes seront payables.
Ed. BEGIN,
Curateur.
Québec, 18 mai 1887. 1781

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1142.
Dans l'affaire de P. J. Arthur Noel, Failli ;
et
Edouard Bégin, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette cause, et sera sujet à objection jusqu'au huitième jour de juin 1887, après laquelle date les dividendes seront payables.
Ed. BEGIN,
Curateur.
Québec, 18 mai 1887. 1779

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1671.
Dame Emma Vallée, of the city and district of Montreal, wife common as to property, of Romuald Piché, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
vs.
The said Romuald Piché, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day, in this matter.
Z. RENAUD,
Advocate for the Plaintiff.
Montreal, 13th April, 1887. 1452

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Nicholas R. Mudge, Insolvent ;
and
Fred. M. Cole, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, dividends will be payable at my office on 1st June, 1887.
FRED. M. COLE,
Curator.
Montreal, 9th May 1887. 1742

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Clément Berthiaume, Contre-cœur, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 13th day of May, 1887, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.
Claims must be filed at our office within one month.
A. E. GERVAIS,
A. L. KENT,
Joint curator
Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes,
Montreal, 17th May, 1887. 1765

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 715.
In the matter of James Smith, Insolvent ;
and
Edouard Bégin, Curator.
A first and final dividend on the immoveables, has been prepared open to objection until the eighth day of June, 1887, after which date dividends will be payable.
Ed. BEGIN,
Curator.
Quebec, 18th May, 1887. 1782

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1142.
In the matter of P. J. Arthur Noel, Insolvent ;
and
Edouard Bégin, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared open to objection until the eighth day of June, 1887, after which date dividends will be payable.
Ed. BEGIN,
Curator.
Quebec, 18th May, 1887. 1780

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de L. J. Latour, de la paroisse de
 Lanoraie, commerçant, failli.

Nous, soussignés, David Seath et Geo. Daveluy, curateur conjoint, dûment nommé aux biens du dit failli, donnons avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, conformément à l'article 772 a du Code de Procédure Civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

Daté à Montréal, ce vingt-unième jour de mai 1887.

DAVID SEATH,
 GEO. DAVELUY,
 Curateur conjoint.

Bureau de Seath & Daveluy,
 12, Place d'Armes. 1759

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de André Bourque, de Saint-Clet,
 failli.

Avis est par le présent donné qu'un rapport de distribution des produits de la vente du lot (No. 99) quatre vingt dix-neuf, du plan du cadastre et livre de renvoi pour la paroisse de Saint-Clet, a été préparé, et que le 30e jour de mai 1887, les soussignés s'adresseront à un des Juges de la Cour Supérieure, siégeant en Chambre, pour ordonner au shérif de payer aux parties colloquées les montants de leur dividende respectif.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateur-conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes,
 Montréal, 21 mai 1887. 1763

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 P. P. Martin, Demandeur ;

vs.

Alexis Roberge, D. défendeur.
 Avis est par le présent donné que, le treizième jour de mai 1887, par ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en mon bureau, No. 126, rue Wellington, sous un mois.

C. MILLIER,
 Curateur.

C. MILLIER & J. J. GRIFFITH,
 Comptables,
 Sherbrooke,
 Sherbrooke, 13 mai 1887. 1757

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Maurile Besner, de Beauvoir,
 failli.

Avis public est par le présent donné qu'un rapport de distribution des produits de la vente des lots Nos un (1), deux (2), du plan du cadastre et livre de renvoi pour la paroisse de Sainte-Marthe, et Nos. cent cinquante-cinq (155) et cent cinquante-sept (157), du plan du cadastre et livre de renvoi pour la paroisse de Sainte-Justine, canton de Newton, a été préparé, et que le 30e jour de mai 1887, les soussignés s'adresseront à un juge de la cour supérieure, siégeant en Chambre, pour ordonner au shérif de payer aux parties colloquées les montants de leur dividende respectif.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateur-conjoint

Bureau de Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes,
 Montréal, 21 mai 1887. 1761

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court*
 In the matter of L. J. Latour, of the parish of Lanoraie, trader, an Insolvent.

We, the undersigned, David Seath and Geo. Daveluy, joint curator, duly appointed to the property of the said insolvent, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772 a of the Code of Civil Procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this twenty first day of May, 1887.

DAVID SEATH,
 GEO. DAVELUY,
 Joint curator.

Office of Seath & Daveluy,
 12, Place d'Armes. 1760

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of André Bourque, Saint-Clet
 Insolvent.

Public notice is hereby given that a report of distribution of the proceeds of sale of lot (No. 99), ninety nine, of the cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Clet, has been prepared, and on the 30th May, 1887, the undersigned will apply to one of the judges of the Superior Court, sitting in Chambers, for an order before the sheriff to pay to the parties collocated therein, the amounts of their respective dividends.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes,
 Montreal, 21st May, 1887. 1764

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 P. P. Martin, Plaintiff ;

vs.

Alexis Roberge, Defendant.
 Notice is hereby given that on the thirteenth day of May, 1887, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of said Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors. Claims must be filed at my office, No. 125, Wellington street, within one month.

C. MILLIER,
 Curator.

C. MILLIER & J. J. GRIFFITH,
 Accountants,
 Sherbrooke,
 Sherbrooke, 13th May, 1887. 1758

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Maurile Besner, Beauvoir, Insolvent.

Public notice is hereby given that a report of distribution of the proceeds of sale of lots Nos. one (1) and two (2), of the cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte-Marthe, and Nos. one hundred and fifty five (155) and one hundred and fifty seven (157), of the cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte-Justine, township of Newton, has been prepared, and on the 30th May, 1887, the undersigned will apply to a judge of the superior court, sitting in chambers, for an order upon the sheriff to pay to the parties collocated the amounts of their respective dividends.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint-Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes,
 Montreal, 21st May, 1887. 1762

Règles de Cour.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Saint-François. }
No. 31.

Le treizième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-sept.

Devant l'Hon. M. le juge Brooks.

James McCready *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Louis Fournier *et al.*, Défendeurs.
(Fournier et Guertin.)

Les défendeurs ayant fait une cession de biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le douzième jour de mai courant, il est ordonné aux créanciers des défendeurs de s'assembler devant un juge de cette cour, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, le trente-unième jour de mai courant, à midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux dits biens et sur toutes autres affaires qui pourront leur être légalement soumises. L'avis de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée devra être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, une semaine avant la dite assemblée, une fois dans la *Sherbrooke Gazette*, et une fois dans le *Pionnier de Sherbrooke*, et les créanciers dont les noms sont sur la liste produite des créanciers devront être spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée.

H. C. CABANA,
P. C. S.

PANNETON & MULVENA,
Procureurs des demandeurs. 1767

Province de Québec, } Cour Supérieure—Mont-
District de Montréal } réal.
No. 1111.

Le sixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-sept.

Présent :—L'Honorable juge MATHIEU.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Mignonne ;
et

Edward Coyle, de la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, journalier, Indemnitare.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, la somme de huit cent soixante et dix piastres et vingt centins, prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

Un morceau de terre, sans bâtisses sus-érigées ; borné du côté nord-est par la rue Parthenais, le dit côté mesurant environ 30.5 pieds, du côté sud-est par les numéros de subdivision sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize, du lot étant numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quinze, le dit côté mesurant environ cent quarante un pieds (141.0) ; du côté sud-ouest par une partie du lot étant le numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quatorze, le dit côté mesurant environ 31.5 pieds, du côté nord-ouest par une partie du lot étant le numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quinze, le dit côté mesurant environ 141.0 pieds, contenant une étendue en superficie environ 4371.0 pieds carrés, le dit morceau de terre étant une partie du lot portant le numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quinze, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la dite cité.

Et sur la requête du dit indemnitare, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois de suite dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous un mois, à compter de la première insertion

Rules of Court.

Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Saint Francis, }
No. 31.

The thirteenth day of May, one thousand eight hundred and eighty seven.

Before the Honble. Mr. Justice Brooks.

James McCready *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Louis Fournier *et al.*, Defendants.
(Fournier and Guertin.)

The defendants having made an abandonment of property for the benefit of their creditors on the twelfth day of May instant. The creditors of defendants are ordered to appear before a judge of this court, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the thirty first day of May instant, at the hour of twelve, noon, to give their advice respecting the appointment of a curator to the said estate and upon all matters that may be legally submitted to them, the notice of the time and place of said meeting to be inserted one week in the *Quebec Official Gazette*, the *Sherbrooke Gazette* and *Le Pionnier de Sherbrooke*, one week previous thereto and the creditors whose names appear on the schedule of creditors filed to be specially notified of the time and place of meeting.

H. C. CABANA,
P. S. C.

PANNETON & MULVENA,
Attorneys for Applicants. 1768

Province of Quebec, } Superior Court.—Mont-
District of Montreal } real.
No. 1111.

The sixth day of May, eighteen hundred and eighty seven.

PRESENT :—The Honble. Mr. Justice MATHIEU.

In the matter of the city of Montreal, petitioner in expropriation in Mignonne street ;
and

Edward Coyle, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, laborer, Indemnitare.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said Court, the sum of eight hundred and seventy dollars and twenty cents, being the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation namely :

A piece of land, without buildings thereon erected ; bounded on the north east side by Parthenais street, said side measuring about 30.5 feet, on the south east side by subdivision numbers seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen, of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), said side measuring about 141.0 feet ; on the south west side by a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety four (No. 1494), said side measuring about 31.5 feet ; on the north west side by a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), said side measuring about 141.0 feet ; containing a superficies area of about 4371.0 square feet, the said piece of land being a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), on the official plan and book of reference for the Sainte Marys' ward, of the said city.

And upon the petition of the said indemnitare, it is ordered that by a notice to be inserted during to consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior

du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

GEO. H. KERNICK,
Député P. S. C.

Bureau du Prothonotaire,
Montréal, 9 mai 1887.

1683 2

Cour, at Montreal, within one month from the date of the first insertion of said notice, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

GEO. H. KERNICK,
Deputy P. C. S.

Prothonotary's office,
Montreal, 9th May 1887.

1684

CHEMIN DE FER DU GRAND TRONC DU
CANADA.

Vente de bagage et effets non réclamés.

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la sous-section 4, de la section 16, de l'acte des chemins de fer, il sera vendu par encan public, aux magasins, coin de la rue Wellington et Colborne, dans la cité de Montréal, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc, pendant 12 mois, lesquels n'ont pas été réclamés. Les produits de cette vente devant être employés suivant la loi.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus sont requises de notifier par écrit, l'agent de fret avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui, examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

T. TANDY,
Freight agent.

WILLIAM H. ARNTON,
Auctioneer.

Bureau de la Compagnie du Chemin de fer du
Grand Tronc.
Montréal, 11 mai 1887.

1731 2

GRAND TRUNK RAILWAY COMPANY OF
CANADA.

Sale of unclaimed baggage and freight.

Public notice is hereby given that in pursuance of sub-section 4, of section 16, of the Railway Act, there will be sold by public auction, at the stores, corner Wellington and Colborne streets, in the city of Montreal, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1887, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the Grand Trunk Railway Company, for the space of twelve months. The proceeds of such sale to be dealt with according to law.

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to notify the freight agent, in writing prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him inspect such goods during business hours.

T. TANDY,
Freight agent.

WILLIAM H. ARNTON,
Auctioneer.

Office of the Grand Trunk Railway Company,
Montreal, 11th May, 1887.

1732

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN.

(DIVISION EST DE FORT ARTHUR.)

Vente de bagage et effets non réclamés.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu de la sous-section 4, de la section 16, de l'acte des chemins de fer, il sera vendu par encan public, au dépôt de la compagnie, en la cité de Montréal, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession de la Compagnie du Chemin de Fer Pacifique Canadien, pendant l'espace de 12 mois, lesquels n'ont pas été réclamés. Les produits de cette vente devant être employés suivant la loi.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus sont requises de notifier, par écrit M. J. F. Mundle, agent de fret, au dépôt du Carré Dalhousie, avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

C. DRINKWATER,
Secrétaire.

WILLIAM H. ARNTON,
Auctioneer.

Bureau de la Compagnie du Chemin de Fer du
Pacifique Canadien.
Montréal, 11 mai, 1887.

1729 2

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.

(LINES EAST OF FORT ARTHUR.)

Sale of unclaimed Baggage and Freight.

Public notice is hereby given that in pursuance of sub-section 4, of section 16, of the Railway Act, there will be sold by public auction, at the company depot in the city of Montreal, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1887, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the Canadian Pacific Railway Company, for the space of twelve months. The proceeds of such sale to be dealt with according to law.

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to notify Mr. J. F. Mundle, freight agent, at Dalhousie Square Depot, in writing, prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him, inspect such goods during business hours.

C. DRINKWATER,
Secretary.

WILLIAM H. ARNTON,
Auctioneer.

Office of the Canadian Pacific Railway Com
pany.
Montreal, 11th May, 1887.

1730

Licitation.

Province de Québec, } Cour Supérieure.—Mont-
District de Montréal. } réal
No. 445.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, (20) le vingtième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-sept (1887), dans une cause dans laquelle Armand Pillet, commis, de la dite cité de Montréal, est Demandeur; et Godfroi Demers, commerçant, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dit district, Dame Marie Louise Pillet, épouse séparée de biens de Joseph Séraphin Décary, marchand, et le dit Décary, pour autoriser sa dite épouse Demoiselle Anna Pillet et Gertrude Pillet, filles majeures, tous de la cité de Montréal, dit district; Dame Mary Munro, épouse séparée de biens de Cyrille Drouin, médecin vétérinaire; et Dame Isabella Munro, épouse séparée de biens de Guillaume François Provost, médecin; et les dits Cyrille Drouin et Guillaume François Provost, pour autoriser leur épouse respective, tous de Montebello, dans le district d'Ottawa; Demoiselle Emma Munro, fille majeure, Dame Laura Munro, épouse séparée de biens de Joseph Antoine Théberge, comptable, et le dit Théberge pour autoriser sa dite épouse, tous trois de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne; Jean Joseph Beauchamp, avocat, en sa qualité de fidei commissaire pour Henri Pillet et ses créanciers; Demoiselle Adeline Munro, fille majeure; Guillaume Moucel, comptable, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Pierre Antoine Conefroy Munro, et comme cessionnaire fidei commissaire pour la dite succession de la part dans cette dernière de Henry Allen Munro, tous de la dite cité de Montréal; Charles Edwin Munro, médecin, de la ville de New-Fort, dans l'Etat de Michigan, Etats-Unis, et ayant élu domicile aux fins des présentes dans la cité de Montréal; Edgar Munro, bourgeois; et Dame Alice Munro, épouse séparée de corps et de biens de Arthur Lacoste, négociant; les deux premiers de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, et le dernier de Montréal, sont défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un immeuble situé dans le quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, sous le numéro (1848) mil huit cent quarante-huit, de la contenance de trente-deux pieds et six pouces de largeur sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: de vant par la rue du Collège, derrière par une ruelle, d'un côté à l'est par le lot de terre ci-après décrit, et d'autre côté à l'ouest par le numéro (1847) mil huit cent quarante-sept—avec une maison en pierre à trois étages et autres bâtiments dessus construits.

2. Un immeuble situé dans le dit quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro (1849) mil huit cent quarante-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier de Sainte-Anne, en la dite cité de Montréal, de la contenance de quarante-trois pieds de largeur sur soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: devant par la rue du Collège, derrière par une ruelle, d'un côté à l'est par la rue Saint-Henri, et d'autre côté à l'ouest par le lot de terre ci-dessus décrit—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtiments dessus construits.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT SEPTIEME jour de JUIN

Licitation.

Province of Quebec } Superior Court—Montreal.
District of Montreal. }
No. 445.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the (20) twentieth day of April, one thousand eight hundred and eighty seven (1887), in a cause wherein Armand Pillet, clerk, of the city of Montreal, is Plaintiff; and Godfroi Demers, trader, of the parish of Sainte Geneviève, said district, Dame Marie Louise Pillet, wife separated as to property from Joseph Séraphin Decary, merchant, and the said Decary to authorize his said wife, Anna Pillet and Gertrude Pillet, filles majeures, all of the city of Montreal, said district; Dame Mary Munro, wife separated as to property from Cyrille Drouin, veterinary surgeon, and Dame Isabella Munro, wife separated as to property from Guillaume François Provost, doctor, and the said Cyrille Drouin and Guillaume François Provost, to authorize their respective wife, all of Montebello, in the district of Ottawa; Emma Munro, fille majeure, Dame Laura Munro, wife separated as to property from Joseph Antoine Théberge, accountant, and the said Théberge to authorize his said wife, all of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne; Jean Joseph Beauchamp, advocate, in his quality of trustee for Henri Pillet and his creditors; Adeline Munro, fille majeure; Guillaume Moucel, accountant, in his quality of testamentary executor of the estate of late Pierre Antoine Conefroy Munro and as trustee for the said estate of the share in the latter of Henry Allen Munro, all of the city of Montreal; Charles Edwin Munro, doctor, of the town of New Port, in the State of Michigan, United States, and having elected domicile for these present in the city of Montreal; Edgar Munro, gentleman, and Dame Alice Munro, wife separated as to property and from bed and board from Arthur Lacoste, trader, the first two of the parish of Boucherville, district of Montreal, and the last one of Montreal, are Defendants; ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. An immovable situate in the Saint Ann ward, in the city of Montreal, known and designated on the cadastral plan and official book of reference of the said Saint Ann ward, in the city of Montreal, under the number (1848) one thousand eight hundred and forty eight, containing thirty two feet and six inches width on seventy one feet depth, english measure; and bounded as follows: in front by College street, in the rear by a lane, on one side to the east by the lot of land hereinafter described, and the other side to the west by the lot number (1847) one thousand eight hundred and forty seven—with a three stories stone house and other buildings thereon erected.

2. An immovable situate in the Saint Ann ward, in the city of Montreal, known and designated on the cadastral plan and official book of reference of the said Saint Ann ward, in the city of Montreal, under the number (1849) one thousand eight hundred and forty nine, containing forty three feet width on seventy one feet depth, english measure; and bounded as follows: in front by College street, in the rear by a lane, on one side, to the east, by Saint Henry street, and the other side to the west by the lot above described—with a two stories stone house and other buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next,

prochain, à ONZE heures du matin, dans la salle d'audience de la Cour Supérieure (troisième division), au palais de justice de la dite cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours qui suivront la dite adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcées du droit de le faire.

J. J. BEAUCHAMP,
Avocat du Demandeur.

Montréal, 21 avril 1887. 1509 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le Bas Canada, siégeant à Beauharnois, en le district de Beauharnois, le dix-huitième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-sept, dans une cause ou Dame Elizabeth Tully, du village de Huntingdon, en le district de Beauharnois, veuve de feu Alexander Anderson, en son vivant du même lieu, écuyer, est Demanderesse; et James Tully Anderson, de la ville de Salaberry de Valleyfield, en le dit district, commerçant, tant en sa qualité de curateur dument nommé à la substitution créée par le testament d'Alexander Anderson, en son vivant, de la dite ville, écuyer, commerçant, qu'en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Millie Grace et John Hoyle Anderson, ses enfants mineurs, issus de son mariage avec Gertrude Schuyler Hoyle, son épouse, à Donald Emery, enfant mineur issu du mariage de George Anderson, avec Hattie E. Dinneen, son épouse; à Arthur Alexander, enfant mineur issu du mariage de Wallace Anderson avec Addie Milne, son épouse, et aussi en sa qualité d'usufruitier en vertu du dit testament, et comme un des exécuteurs du dit testament et nommé en icelui comme tel et aussi en sa qualité et comme un des héritiers de Adam Anderson et de John Anderson, Robert Davie Anderson, du canton de Hinchinbrooke, en le dit district, cultivateur, tant en sa qualité d'usufruitier, en vertu du dit testament qu'en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Cornelia Schuyler, Marion McCann, Alexander Robert Farquhar et John Tully Anderson, ses enfants mineurs issus de son mariage avec Elizabeth McCann Farquhar, son épouse, et aussi en sa qualité et comme un des héritiers de Adam Anderson et John Anderson, Demoiselle Jane Lumsden Farquhar, de la Côte Saint Antoine, en le comté d'Hochelaga, en le district de Montréal, comme cessionnaire de certains droits du dit Robert Davie Anderson, William Farquhar Anderson, du village de Huntingdon, en le dit district, commerçant, tant en sa qualité d'usufruitier, en vertu du dit testament, qu'en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Alexander Arthur, George Pringle, William Farquhar Tully Wallace et Rebecca Anderson, ses enfants mineurs issus de son mariage avec Elizabeth Campbell Pringle, son épouse, et aussi en sa qualité et comme un des héritiers de Adam Anderson et John Anderson, Charles Will, de Moriah, dans l'état de New-York, un des Etats-Unis de l'Amérique, cultivateur, et maintenant en le dit district de Beauharnois, tant en sa qualité d'usufruitier en vertu du dit testament, qu'en sa qualité de tuteur dument nommé en justice à Alexander Anderson, David Arthur, John Bremner et Elizabeth Tully Will, ses enfants mineurs issus de son mariage avec Rebecca Buckham Anderson, son

at ELEVEN of the clock in the forenoon, in the court room of the Superior Court, (third division), at the court house, in the said city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. J. BEAUCHAMP,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 21st April, 1887. 1510
[First published, 23rd April, 1887.]

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

LICITATION.

Public notice is hereby given that under and in virtue of a judgment of the Superior Court for Lower Canada, sitting at Beauharnois, in the district of Beauharnois, on the eighteenth day of April, one thousand eight hundred and eighty seven, in a cause wherein Dame Elizabeth Tully, of the village of Huntingdon, in the district of Beauharnois, widow of the late Alexander Anderson, in his lifetime, of the same place, esquire, is Plaintiff; and James Tully Anderson, of the town of Salaberry of Valleyfield, in said district, trader, as well in his quality of curator duly appointed to the substitution created by the last will and testament of Alexander Anderson, in his lifetime, of the said town, esquire, as, in his quality of tutor duly named and appointed *en justice* to Millie Grace and John Hoyle Anderson, his minor children, issue of his marriage with Gertrude Schuyler Hoyle, his wife; to Donald Emery, minor child issue of the marriage of George Anderson with Hattie E. Dinneen, his wife; to Arthur Alexander, minor child issue of the marriage of Wallace Anderson with Addie Milne, his wife; and also in his quality of usufructuary under the said last will and testament, and as one of the executors thereof and therein and thereby named and appointed as such and also as one of the heirs of Adam Anderson and John Anderson, Robert Davie Anderson of the township of Hinchinbrooke, in said district, farmer, as well in his quality of usufructuary under said last will and testament, as in that of tutor duly appointed *en justice* to Cornelia Schuyler, Marion McCann, Alexander Robert Farquhar and John Tully Anderson, his minor children issue of his marriage with Elizabeth McCann Farquhar, his wife, and also as one of the heirs of Adam Anderson and John Anderson; Miss Jane Lumsden Farquhar, of Côte Saint Antoine, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, as assignee of certain rights of the said Robert Davie Anderson; William Farquhar Anderson, of the village of Huntingdon, in said district, trader, as well in his quality of usufructuary under said last will and testament, as in that of tutor duly appointed *en justice* to Alexander Arthur, George Pringle, William Farquhar, Tully Wallace and Rebecca Anderson, his minor children issue of his marriage with Elizabeth Campbell Pringle, his wife, and also as one of the heirs of Adam Anderson and John Anderson; Charles Will, of Moriah, in the State of New-York, one of the United States of America, farmer, and now in said district, as well in his quality of usufructuary under said last will and testament, as in that of tutor, duly named *en justice* to Alexander Anderson, David Arthur, John Bremner and Elizabeth Tully Will, his minor children issue of his marriage with Rebecca Buckham Anderson, his wife deceased; Dame Agnes McAdam, of the city

épouse, décédée, Dame Agnes McAdam, de la cité et du district de Montréal, maintenant en le dit district de Beauharnois, veuve de feu Arthur Anderson, en son vivant, du même lieu, meunier, en sa qualité de tutrice dûment nommée en justice à Alexander Arthur Anderson, son enfant mineur issu de son mariage avec le dit Arthur Anderson, George Anderson, de Summit County, dans l'Etat de Colorado, un des Etats Unis d'Amérique, et Wallace Anderson, de Sacramento County, dans l'Etat de Californie, un des Etats Unis de l'Amérique, en leurs qualités d'usufruitier, en vertu du dit testament, et le dit Wallace Anderson, aussi en sa qualité et comme un des héritiers de Adam Anderson et John Anderson, James Wattie et George H. Phillips, tous deux de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, en leurs qualités d'exécuteurs testamentaires et dûment nommés en icelui comme tels. Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière, décrite, comme suit, à savoir :

Le moulin à laine, machineries, et toutes les bâtisses et dépendances y appartenant, érigées sur le lot hydraulique, connu et désigné comme lot 832, des plan et livre de renvoi officiels de la ville Salaberry de Valleyfield, avec tous les privilèges et le pouvoir d'eau y appartenant tel que constaté dans le bail du dit lot et pouvoir hydraulique du gouvernement.

Ces lots de terre situés et étant dans la ville Salaberry de Valleyfield, dit district, connu et désignés comme lots de subdivision 92-4, 92-5, 92-6, 92-7, 92-8, 92-10, 92-11, 92-12, 92-13, 92-14, 92-15, 92-17, 92-18, 92-19, 92-20, 92-21, 92-22, 92-23, 92-24, 92-25, 92-26, 92-27, 92-28, 92-29, 92-30, du lot No. 92, (quatre-vingt-douze), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Cécile.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTEIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, en la ville de Beauharnois; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours qui suivront la dite adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Beauharnois, ce dix-neuvième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-sept.

J. K. ELLIOT,
1511 2 Procureur de la Demanderesse.
[Première publication, 23 avril 1887.]

and district of Montreal, but now within said district of Beauharnois, widow of the late, Arthur Anderson, in his lifetime, of the village of Huntingdon, in said district of Beauharnois, miller, in her quality of tutrix duly appointed *en justice* to Alexander Arthur Anderson, her minor child issue of her marriage with the said Arthur Anderson; George Anderson, of Summit County, in the State of Colorado, one of the United States of America, and Wallace Anderson, of Sacramento county, in the State of California, one of the United States of America, in their quality of usufructuaries under said last will and testament, and the said Wallace Anderson, also in his quality of an as one of the heirs of Adam Anderson and John Anderson; James Wattie and George H. Phillips, both of said town Salaberry of Valleyfield, in their quality of executors to said last will and testament and therein and thereby, duly named and appointed as such, are Defendants, ordering the sale by licitation of certain immoveable property described as follows, to wit:

The woolen factory, machinery and all and every the buildings outhouses and appurtenances belonging to the same erected on hydraulic lot No. 2 number two, and known and designated as lot No. 832, of the official plan and book of reference of the town Salaberry of Valleyfield— together with all the water privilege thereto belonging and as defined in the lease of said hydraulic lot water privilege and power, from government.

Those certain lots of land situate and being within the town Salaberry of Valleyfield, in said district, and known and designated as subdivision lots 92-4, 92-5, 92-6, 92-7, 92-8, 92-9, 92-10, 92-11, 92-12, 92-13, 92-14, 92-15, 92-17, 92-18, 92-19, 92-20, 92-21, 92-22, 92-23, 92-24, 92-25, 92-26, 92-27, 92-28, 92-29, 92-30 of lot No. 92 (ninety two), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cecile.

The above described immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of said Superior Court, in the town of Beauharnois, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charge or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Beauharnois, this nineteenth day of April, one thousand eight hundred and eighty seven.

J. K. ELLIOT,
1512 Attorney for Plaintiff.
[First published, 23rd April, 1887.]

Ventes par le Shérif.—Arthabaska

A VIN PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au

Sheriff's Sales.—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next pre

bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **CYRUS W. HALL**,
No. 69. } Demandeur ; contre
MARGARET CAMPBELL, Défenderesse.

Comme appartenant à Cyrus W. Hall.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Irlande Sud, comme étant le numéro (163) cent soixante et trois, du cadastre du dit canton.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, 18 mai 1887. 1801

[Première publication, 21 mai 1887.]

ceding the day of sale; positions *de con server* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **CYRUS W. HALL**, Plain-
No. 69. } tiff ; against **MARGA-
RET CAMPBELL**, Defendant.

As belonging to Cyrus W. Hall.

A land known and designated on the official plan and book of reference of the township of South Ireland, as being the number (163) one hundred and sixty three, of the cadastre of the said township.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of July next.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 18th May, 1887. 1802

[First published, 21st May, 1887.]

Arthabaska le Soir—Beauce

Sheriff's Sales.—Beauce.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **MARY MAGDALEN**
No. 1371. } **POZER**, de la cité de
Québec, fille majeure, Demanderesse ; contre
JOSEPH SIMARD, de la paroisse de Saint-Pierre
de Broughton, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, étant le tiers central du lot numéro quatorze, dans le onzième rang du township de Broughton, contenant environ soixante et six acres de terre, plus ou moins, en superficie—avec l'allouance ordinaire des chemins, circonstances et dépendances. Avec réserve en faveur de feu Dame Elizabeth Hall, veuve de William Rogers ou ses représentants, de toutes mines et tous minéraux qui peuvent se trouver sur la dite terre.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 17 mars 1887. 1117 2

[Première publication, 26 mars 1887.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **MARY MAGDALEN POZER**,
No. 1371. } **M** of the city of Quebec,
spinster, Plaintiff ; against **JOSEPH SIMARD**, of
the parish of Saint Pierre de Broughton, Defen-
dant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Pierre de Broughton, being the central third of lot number fourteen, in the eleventh range of the township of Broughton, containing about sixty six acres of land, more or less, in superficies—with the usual allowance for roads, circumstances and dependencies. With the reserve in favour of the late Dame Elizabeth Hall, widow of William Rogers or his representatives, of all mines and minerals which may be found upon the said land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Broughton, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at NOON. The said writ returnable on the first day of June next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 17th March, 1887.
First published, 26th March, 1887.] 1118

Ventes par le Shérif-Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute opposition afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE JAC-
District de Beauharnois, } L QUES-CARTIER;
No. 109. } contre T R E F F L É

MARCHAND *et al.*

Comme appartenant à Joseph Labelle, l'un des Défendeurs.

Un emplacement, en la ville de Beauharnois, No. 154, des plan et livre de renvoi de la dite ville—avec une maison, étable et autres bâtisses.

Pour être vendu en la ville de Beauharnois, au bureau du Shérif, Palais de Justice, VENDREDI, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin. Bref rapportable le quatorzième jour de juillet aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

5 mai 1887.

Shérif.

[Première publication, 7 mai 1887.] 1621 2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauharnois.

Province de Québec, } EUSTACHE BER-
District de Beauharnois, } GEVIN, Deman-
No. 239. } deur; contre MOISE
POIRIER, fils d'Hyacinthe, Défendeur.

Un lot ou portion de terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothé, comme partie nord-est du No. 174, de trois arpents en superficie, plus ou moins; borné en front (le dit lot) par un chemin public, en profondeur au fleuve, du côté nord-est par le No. 171, au sud-ouest par la partie sud-ouest du dit No. 174—et les bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothé, VENDREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour de mai aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Beauharnois, 23 mars 1887.

1143 3

[Première publication, 26 mars 1887.]

Ventes par le Shérif—Bedford.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-

Sheriff's Sales.—Beauharnois.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next proceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA BANQUE JAC-
District of Beauharnois, } L QUES-CARTIER;
No. 109. } against T R E F F L É

MARCHAND *et al.*

As belonging to Joseph Labelle, one of the Defendants.

An emplacement, in the town of Beauharnois, No. 154, of the plan and book of reference of the said town—with a house, stable and other buildings.

To be sold in the town of Beauharnois, in the sheriff's office, in the court house, on FRIDAY, the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of July next.

PHILEMON LABERGE,

5th May, 1887.

Sheriff.

[First published, 7th May, 1887.] 1622

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } EUSTACHE BER-
District of Beauharnois, } GEVIN, Plaintiff;
No. 239. } against MOISE POI-
RIER, son of Hyacinthe, Defendant.

A lot or portion of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothé, as the north east portion of No. 174, of three arpents in superficies, more or less; bounded on the front (the said lot) by a public road, in depth by the river, on the north east side by No. 171, to the south west by the south western part of the said No. 174—and the buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothé, on FRIDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of May also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Beauharnois, 23rd March, 1887.

1144

[First published, 26th March, 1887.]

Sheriff's Sales—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known

Canada sont par le présent requises de le faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

PIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Shefford, district de Bedford.

Bedford, à savoir: } LOUIS JODOIN, Deman-
No. 251. } leur; contre les terres
et tenements de AMOS PHELPS, Défendeur.

1. La moitié sud du quart ouest du lot numéro sept, dans le neuvième rang des lots du canton de Stukely—avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un autre morceau de terre connu comme étant la moitié est de la moitié ouest du dit lot numéro sept, dans le neuvième rang des lots du dit canton de Stukely.

Pour être vendus au bureau du régistrateur du comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sweetsburgh, 21 mars 1887. 1153 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

PIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada.—District de Bedford.

Bedford, à savoir: } ARTHUR HENRY GIL-
No. 2671. } MOUR, Demandeur;
contre les terres et tenements de JOSEPH WELCH, Défendeur.

Toute cette étendue de terre, étant une partie des lots numéros onze et douze, dans le quatrième rang des lots du canton de Stanbridge, commençant à un point sur le côté nord du chemin conduisant de Riceburg à Stanbridge Centre, et à une distance de treize pieds à l'est de la ligne ouest des lots; de là nord parallèle à la ligne ouest, ou à une distance de treize pieds d'icelle, cent trente-trois perches à la ligne nord du lot numéro douze; de là est suivant la dite ligne nord vingt-neuf perches à un poteau sur la dite ligne; de là sud parallèle à la ligne ouest du lot, cent quarante une perches à un poteau planté sur le côté nord du susdit chemin; de là ouest suivant le côté nord du chemin jusqu'au point de départ, contenant vingt-cinq acres, mesure anglaise, en superficie—avec toutes les améliorations faites. Le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros deux mille trois cent soixante et sept (2367), et deux mille trois cent soixante et huit (2368).

Pour être vendue au bureau du régistrateur du comté de Missisquoi, à Bedford, dans le canton de Stanbridge et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juin prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sweetsburgh, 21 mars 1887. 1145 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

PIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada, district de Bedford.

Bedford, à savoir: } NELSON CROTEAU,
No. 2288. } autrement appelé NAR-
CISSE CROTEAU, Demandeur; contre les terres

according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

PIERI FACIAS.

Circuit Court in and for the county of Shefford, district of Bedford.

Bedford, to wit: } LOUIS JODOIN, Plaintiff;
No. 251. } against the lands and tenements of AMOS PHELPS, Defendant.

1. The south half of the west quarter of lot number seven, in the ninth range of lots of the township of Stukely—with the buildings thereon.

2. Another piece of land known as being the east half of the west half of said lot number seven, in the ninth range of lots of said township of Stukely.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford, and district of Bedford, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburgh, 21st March 1887. 1154
[First published, 26th March, 1887.]

PIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada, district of Bedford.

Bedford, to wit: } ARTHUR HENRY GIL-
No. 3671. } MOUR, Plaintiff; against
the lands and tenements of JOSEPH WELCH, Defendant.

All that certain tract or parcel of land, the same being a part of lots numbers eleven and twelve, in the fourth range of lots in the township of Stanbridge, commencing at a point on the north side of the road leading from Riceburg to Stanbridge Centre, and at a distance of thirteen feet to the east of the west line of the lots; thence northerly parallel with the west line, or at a distance of thirteen feet from the same, one hundred and thirty three rods to the north line of lot number twelve; thence easterly following said north line twenty nine rods to a post on said line; thence southerly parallel with the west line of the lot, one hundred and forty one rods, to a post standing on the north side of the aforesaid road; thence westerly following the north side of the road to the place of beginning, containing twenty five acres, english measure, in superficies—with all the improvements thereon erected and made. Said piece of land being now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, under the numbers two thousand three hundred and sixty seven (2367) and two thousand three hundred and sixty eight (2368).

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of June next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburgh, 21st March, 1887. 1146
[First published, 26th March, 1887.]

PIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford.

Bedford, to wit: } NELSON CROTEAU, other-
No. 2288. } wise called NARCISSE
CROTEAU, Plaintiff; against the lands and tenements

et ténements de MARIE JOSEPH BALTHAZARD, Défendeur.

Tout ce lot de terre sis et situé dans la partie est du canton de Farnham, en le comté de Brome, et décrit comme étant le lot numéro vingt-trois, dans le quatrième rang des lots du dit canton de Farnham, en le district de Bedford, et supposé contenir deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur du comté de Brome, à Knowlton, en le canton de Brome, et district de Bedford, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de juin prochain.

W. E. J. GOODMAN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sweetsburgh, 21 mars 1887. 1155 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure pour le Bas-Canada—District de Bedford.

Bedford, à savoir : } ALEXANDRE DU-
No. 3690. } FRESNE, Demandeur ;
contre les terres et ténements de ERNEST P. PETIT, curateur dûment nommé au délaisement fait en cette cause par Antoine Brasseur, Défendeur.

Un lot de terre étant partie du lot numéro sept, dans le sixième rang du canton de Milton, district de Bedford, étant de deux arpents et demi de front sur quatorze arpents de profondeur ; borné au nord en front par un chemin, au sud par Antoine Bouthiller, à l'est par Joseph Gauthier, et à l'ouest par Pierre Jubinville—avec une fromagerie et ses accessoires de fabrication complet telle qu'elle est actuellement ; trois maisons, une grange, une office, moulin à scie, et autres dépendances ; sont cependant distraits du terrain vendu deux emplacements appartenant respectivement à messieurs Désiré Chaput et William Gaudreault, aux coins nord-ouest et sud-est du dit terrain, et contenant environ un demi acre de terre en superficie chacun.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford et district de Bedford, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juillet prochain.

W. E. J. GOODMAN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sweetsburgh, 20 avril 1887. 1531 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

Ventes par le Shérif—Gaspé.

UN VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditionis Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ments of MARIE JOSEPH BALTHAZARD, Defendant.

All that certain lot of land lying being and situate in the east part of the township of Farnham, in the county of Brome, and described as being lot number twenty three, in the fourth range of lots in the township of Farnham, in the district of Bedford, and supposed to contain two hundred acres of land in superficies, be the same more or less—together with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome and district of Bedford, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of June next.

W. E. J. GOODMAN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburgh, 21st March, 1887. 1156
[First published, 26th March, 1887.]

FIERI FACIAS.

Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford

Bedford, to wit : } ALEXANDRE DUFRESNE,
No. 3690. } Plaintiff ; against the lands
and tenements of ERNEST P. PETIT, curator
duly appointed to the *délaissement* made in this
cause by Antoine Brasseur, Defendant.

A lot of land being part of the lot number seven, in the sixth range of the township of Milton, district of Bedford, being of two arpents and a half in front by fourteen arpents in depth ; bounded on the north in front by a road, on the south by Antoine Bouthiller, on the east by Joseph Gauthier, and on the west by Pierre Jubinville—with a cheese factory with the complet accessories for manufacturing as it actually is ; three horses, one barn, an office, saw mill and other dependencies ; are however excepted from the land to be sold two emplacements belonging respectively to Messrs. Désiré Chaput and William Gaudreault, at the north west and south east corners of the said land, and containing about half an acre of land in superficies each.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford and district of Bedford, on the THIRTIETH day of JUNE next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of July next.

W. E. J. GOODMAN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburgh, 20th April, 1887. 1532
[First published, 23rd April, 1887.]

Sheriff's Sales—Gaspé

A PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditionis Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE
ENCHERE.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New Carlisle.

Province de Québec, }
District de Gaspé, }
Comté de Bonaventure, }
No. 474. }

WILLIAM BRO-
DIE, ROBERT
BRODIE et THO-
MAS BRODIE, tous

de la cité de Québec, marchands et associés, fai-
sant affaires comme tels, en la dite cité de Qué-
bec, sous les nom et raison de W. & R. Brodie ;
contre JOHN ROBINSON HAMILTON, de New-
Carlisle, en le comté de Bonaventure, marchand.

La propriété immobilière suivante telle que
mentionnée dans la cédula A, annexée au dit bref.

1. Le douzième indivis appartenant au dit John
Robinson Hamilton, dans les six lots de terre
suivants, sis et situés dans le Town Plot de New-
Carlisle susdit, et connus comme lots numéros
cent vingt-deux, cent soixante et dix-neuf, cent
quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-
vingt-deux et deux cent trente-neuf, chacun des
dits lots contenant un acre en superficie — en-
semble avec la douzième partie indivise de toutes
les maisons, hangars, granges et autres bâtisses
sus-érigées.

2. Aussi la douzième partie indivise de la moitié
est du lot numéro trois, dans le Bloc Y, en le can-
ton de Cox ; borné à l'ouest par les héritiers de
feu T. R. Kelly, à l'est par la ligne est en arrière
du dit lot, contenant soixante et quatre acres et
deux perches en superficie, plus ou moins.

3. Le douzième de la moitié indivise des lots
dix-neuf et vingt, dans le huitième rang du canton
de Port Daniel, en le dit comté de Bonaventure.

4. Le douzième de la moitié indivise du lot
numéro neuf, dans le neuvième rang de Port
Daniel susdit.

5. Le douzième de la moitié indivise du lot
numéro neuf, dans le dixième rang de Port Daniel
susdit.

6. Le douzième de la moitié indivise du lot
numéro neuf, dans le onzième rang de Port Daniel
susdit.

7. Le douzième de la moitié indivise des lots
numéros neuf, dix, onze et douze, dans le douzième
rang de Port Daniel susdit, chacun des susdits
lots en le dit canton de Port Daniel, contenant
soixante et six acres et demi en superficie, plus
ou moins.

8. Aussi la douzième partie indivise de la partie
du milieu du lot numéro un, situé dans le pre-
mier rang du canton de Hope (partie est d'icelui),
la dite partie du milieu mesurant neuf chaînes et
cinquante chaînons de largeur sur la profondeur
du dit lot, et contenant cent acres en superficie.

9. La douzième partie indivise du lot numéro
trente-trois, situé dans le deuxième rang du dit
canton de Hope, le dit lot mesurant trente chaînes
de largeur et contenant cent soixante et trois
acres en superficie, plus ou moins.

10. La douzième partie indivise de la moitié
ouest du lot numéro quarante-cinq, dans le pre-
mier rang du canton de New-Richmond, en le dit
comté de Bonaventure ; borné au sud-est par
John Rogers ou ses représentants, et en arrière
par les héritiers de feu John Henderson, con-
tenant dix-huit acres en superficie sur un front de
un acre et demi—avec une maison et grange sus-
érigées.

11. La douzième partie indivise du tiers le plus
à l'est du lot numéro cinquante-six, dans le
deuxième rang du canton de Cox ; borné en front
par Hugh Chisholm et les représentants de feu
Patrick Murison, en arrière vers le nord par les
représentants de feu Matthew Caldwell, à l'ouest
par les héritiers Smollett, et à l'est par Daniel
Chisholm, contenant trente acres et un tiers

VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE
ENCHERE.

In the Superior Court, sitting at New Carlisle

Province of Québec, }
District of Gaspé, }
County of Bonaventure, }
No. 474. }

WILLIAM BRO-
DIE, ROBERT
BRODIE and THOMAS
BRODIE, all of the

city of Québec, merchants and co-partners, doing
business as such in the said city of Québec, under
the name, style and firm of W. & R. Brodie ;
against JOHN ROBINSON HAMILTON, of New
Carlisle, in the county of Bonaventure, merchant.

The following immoveable property as men-
tioned in the schedule A, to the said writ annexed.

1. The one twelfth undivided share of the said
John Robinson Hamilton, in the six following lots
of land and promises situate lying and being in
the Town Plot of New Carlisle aforesaid, and
known as lots numbers one hundred and twenty
two, one hundred and seventy nine, one hundred
and eighty, one hundred and eighty one, one
hundred and eighty two and two hundred and
thirty nine, each of said lots containing one
superficial acre — together with the undivided
twelfth part of all the houses, stores, barns and
other buildings thereon erected.

2. Also the one twelfth undivided share in the
easterly half of lot number three, in Block Y, in
the township of Cox ; bounded on the west by the
heirs of the late T. R. Kelly, on the east by the
easterly rear outline of the said lot, containing
sixty four acres and two roods in superficies, more
or less.

3. The one twelfth of the undivided half of lots
nineteen and twenty, in the eighth range of the
township of Port Daniel, in the said county of
Bonaventure.

4. The one twelfth of the undivided half of lot
number nine, in the ninth range of Port Daniel
aforesaid.

5. The one twelfth of the undivided half of lot
number nine, in the tenth range of Port Daniel
aforesaid.

6. The one twelfth of the undivided half of lot
number nine, in the eleventh range of Port
Daniel aforesaid.

7. The one twelfth of the undivided half of lots
numbers nine, ten, eleven and twelve, in the
twelfth range of Port Daniel aforesaid, each of
the aforesaid lots in the said township of Port
Daniel, containing sixty six acres and one half
acres in superficies, more or less.

8. Also the one twelfth undivided share of the
middle part of lot number one, situate in the first
range of the township of Hope (east part thereof),
the said middle part admeasuring nine chains
and fifty links in breadth by the depth of the
said lot, and containing one hundred acres in
superficies.

9. The one twelfth undivided share of lot num-
ber thirty three, situate in the second range of
the said township of Hope, the same admeasuring
thirty chains in breadth and containing one hun-
dred and sixty three acres in superficies, more or
less.

10. The one twelfth undivided share of the west
half of lot number forty five, in the first range of
the township of New Richmond, in the said county
of Bonaventure ; bounded on the south east by
John Rogers or his representatives, and in rear
by the heirs of the late John Henderson, con-
taining eighteen acres in superficies on a front of
one acre and one half acre—with a house and
barn thereon erected.

11. The one twelfth undivided share of the
most easterly third part of lot number fifty six, in
the second range of the township of Cox ; bounded
in front by Hugh Chisholm and representatives
of the late Patrick Murison, in rear towards the
north by the representatives of the late Matthew
Caldwell, on the west by the heirs Smollett, and
on the east by Daniel Chisholm, containing thirty

en superficie, plus ou moins, sur un front de deux acres.

Aussi les lots suivants appartenant au dit Jehu Robinson Hamilton :

12. Le lot numéro dix-sept, situé dans le quatrième rang du canton de Cox; borné en front par le troisième rang, en arrière par les terres appartenant autrefois à la "Gaspé Fishery and Coal Mining Company," le dit lot contenant quatre acres de front sur seize acres de profondeur.

13. Le lot de ville numéro deux cent dix, situé dans le septième rang des lots de ville de New-Carlisle, contenant un acre et un quart, plus ou moins en superficie; borné en front par les héritiers de feu Joshua Bebee, à l'ouest par une rue séparant la ville de New-Carlisle de la campagne, et à l'est par les héritiers de feu Joshua Bebee.

14. Le Parc de ville numéro soixante et neuf, sis et situé dans le quatrième rang des Parcs de ville de New-Carlisle.

15. Le Parc de ville numéro quatre-vingt-trois, dans le cinquième rang des Parcs de ville de New-Carlisle, chacun des dits deux Parcs de ville contenant huit acres en superficie, plus ou moins; sur un front d'un acre.

16. Aussi la partie la plus à l'est du lot numéro quatre-vingt-six, en arrière des Parcs de ville de New-Carlisle, en le dit canton de Cox, contenant seize acres en superficie, sur un front d'un acre; borné à l'ouest par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-six, et à l'est par le lot numéro quatre-vingt-cinq.

17. Les trois neuvièmes des Parcs de ville numéros quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize, dans le cinquième rang des Parcs de ville, de New-Carlisle, susdit; borné à l'est par Magloire Dubé, et à l'ouest par Daniel Thompson.

18. Aussi les Parcs de ville tel que lettrés sur le plan officiel de la Town Plot de New-Carlisle, sous les lettres E, F, G et H, situés dans le cinquième rang des Parcs de ville de New-Carlisle susdit, et contenant chacun des dits quatre Parcs de ville, sept acres et deux perches en superficie, plus ou moins.

19. Aussi le tiers du Parc de ville numéro trente-sept, et tout le Parc de ville numéro trente-huit, tous deux dans le deuxième rang des Parcs de ville de New-Carlisle susdit, contenant ensemble environ dix acres et deux tiers en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

20. Aussi les lots numéros quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois, situés en arrière de New-Carlisle (susdit), contenant chacun cinquante acres en superficie; borné au nord-ouest par le Lac Blanc, au sud par la Town Plot de New-Carlisle, au nord-est par le lot numéro quatre-vingt-un, et au sud-ouest par le lot numéro quatre-vingt-quatre.

Pour être vendus au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain, (1887).

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 16 mai 1887. 1769
[Première publication, 21 mai 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Court of Circuit.

Province de Québec, } WILLIAM LEBOU-
District de Gaspé, } TILLIER FAU-
Comté de Bonaventure, } VEL, de Paspébiac, en
No. 666. } le comté de Bonaventure,
et autres, de l'île de Jersey, faisant affaires
comme tels à Paspébiac susdit et ailleurs, dans
la Puissance du Canada, sous les noms et raison de
LeBoutillier, Frères, Demandeurs; contre CHARLES
TREMBLAY, de la paroisse de Saint-Charles

three acres and one third of an acre in superficies, more or less, on a front of two acres.

Also the following lots as belonging to the said John Robinson Hamilton :

12. Lot number seventeen, situate in the fourth range of the township of Cox; bounded in front by the third range, in rear by lands heretofore belonging to the Gaspé Fishery and Coal Mining Company, said lot containing four acres in front by sixteen acres in depth.

13. Town lot number two hundred and ten, situate in the seventh range of town lots of New-Carlisle, containing one acre and a quarter, more or less in superficie; bounded in front by the heirs of the late Joshua Bebee, on the west by a street separating the town of New-Carlisle from the country, and on the east by the heirs of the late Joshua Bebee.

14. Town Park number sixty nine, lying and being in the fourth range of Town Park of New-Carlisle.

15. Town Park number eighty three, in the fifth range of Town Parks of New-Carlisle, each of the said two Town Parks containing eight superficial acres, more or less, on a front of one acre.

16. Also the most eastern part of lot number eighty six, in rear of the Town Parks of New-Carlisle, in the said township of Cox, containing sixteen acres in superficies, on a front of one acre; bounded on the west by the remainder of said lot number eighty six, and on the east by lot number eighty five.

17. The three ninths of Town Parks numbers ninety two and ninety three, in the fifth range of Town Parks of New-Carlisle aforesaid; bounded on the east by Magloire Dubé, and on the west by Daniel Thompson.

18. Also Town Parks as lettered on the official plan of the Town Plot of New-Carlisle, under the letters E, F, G and H, situate in the fifth range of Town Parks of New-Carlisle aforesaid, and containing each of the said four Town Parks, seven acres and two rods in superficies, more or less.

19. Also the third of Town Park number thirty seven, and the whole of Town Park number thirty eight, both in the second range of Town Parks of New-Carlisle aforesaid, containing altogether about ten acres and two thirds of an acre in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

20. Also lots numbers eighty two and eighty three, situate in rear of New-Carlisle aforesaid, containing each fifty acres in superficies; bounded on the north west by the White Lake, to the south by the Town Plot of New-Carlisle, to the north east by lot number eighty one, and to the south west by lot number eighty four.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Bonaventure, at New-Carlisle, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next, (1887).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sherrif, C. B.
New-Carlisle, 16th May, 1887. 1770
[First published, 21st May, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court.

Province of Québec, } WILLIAM LEBOU-
District of Gaspé, } TILLIER FAU-
County of Bonaventure, } VEL, of Paspébiac, in
No. 666. } the county of Bonaventure and others, of the Island of Jersey, carrying on as such trade and commerce, at Paspébiac aforesaid and elsewhere, in the Dominion of Canada, under the name, style and firm of LeBoutillier, Brothers, Plaintiffs; against CHARLES

de Caplan, en les susdits comté et district, commerçant, Défendeur.

1. Un lot de terre dans le premier rang de Caplan susdit, d'un acre de front sur la profondeur qu'il peut y avoir du Chemin de la Reine jusqu'à la Baie des Chaleurs; borné à l'ouest par David Querrie, à l'est par Henri Babin, au nord par le chemin de la Reine, et au sud par les eaux de la dite Baie des Chaleurs—avec maison et bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2. Un autre lot de terre aussi dans le premier rang de Caplan susdit, étant d'un demi acre de terre de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin de la Reine jusqu'aux eaux de la Baie des Chaleurs; borné à l'ouest par François Dion, à l'est par Alexis Bourdages, au nord par le chemin de la Reine, et au sud par la dite Baie des Chaleurs—sans bâtisses.

Pour être vendus au bureau du registraire de la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures A. M. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de mai prochain (1887).

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 19 mars 1887. 1131 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

Ventes par le Shérif.—Iberville.

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bef.

PLURIES FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } THE UNION BANK OF
No. 172. } LOWER CANADA,
Demanderesse; vs. S. T. ST. CYR et al., Défendeurs.

Comme appartenant à Charles Arpin, l'un des dits défendeurs.

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), situé au côté ouest de la rue Jacques-Cartier—avec une maison en briques et autres bâtisses y érigées, de la contenance le dit lot de terre de soixante et douze pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur.

2. Un lot de terre situé au côté nord de la rue Saint-Jacques, en la dite ville de Saint-Jean, connu aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro mille un (1001)—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de juillet prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 18 avril 1887. 1481 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

TREMBLAY, of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county and district aforesaid, trader, Defendant.

1. A lot of land in the first range of Caplan aforesaid, of one acre in front by the depth that there may be from the Queen's highway to the Baie des Chaleurs; bounded on the west by David Querrie, on the east by Henri Babin, on the north by the Queen's highway, and on the south by the waters of the said Baie des Chaleurs—with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land also in the first range of Caplan aforesaid, being one half acre of land in front by the depth that there may be from the Queen's highway to the waters of the Baie des Chaleurs; bounded on the west by François Dion, on the east by Alexis Bourdages, on the north by the Queen's highway, and on the south by the said Baie des Chaleurs—without buildings.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN o'clock A. M. Said writ returnable on the twenty eighth day of May next, (1887).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff C. B.
New Carlisle, 19th March, 1887. 1132
[First published, 26th March, 1887.]

Sheriff's Sales.—Iberville.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

PLEURIES FIERI FACIAS,

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit: } THE UNION BANK OF
No. 172. } LOWER CANADA, Plaintiff;
vs. S. T. ST. CYR et al., Defendants.

As belonging to Charles Arpin, one of said defendants.

1. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, under the number two hundred and ninety (290), situated on the west side of Jacques Cartier street—with brick house and other buildings thereon erected containing said lot of land seventy two feet in front by one hundred and forty four feet in depth.

2. A lot of land situate in the north side of Saint James street, in the said town of Saint Johns, known on said official plan and book of reference under the number one thousand and one (1001)—without buildings.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the eleventh day of July next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 18th April, 1887. 1887 4
[First published, 23rd April, 1887.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } THE UNION BANK OF
No. 172. } LOWER CANADA,

Demanderesse; vs. S. T. ST. CYR et al., Défendeurs.

Comme appartenant à Charles Arpin, l'un des dits défendeurs.

1. Les cinq sixièmes indivis dans un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), situé au côté ouest de la rue Jacques-Cartier—avec une maison en briques et autres bâties y érigées, de la contenance le dit lot de terre de soixante et douze pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur.

2. Un lot de terre situé au côté nord de la rue Saint-Jacques, en la dite ville de Saint-Jean, connu aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro mille un (1001)—sans bâties.

3. Comme appartenant au dit Joseph Meunier, l'autre défendeur.

Un morceau de terre situé en la dite ville de Saint-Jean, faisant partie du terrain connu aux dits plan et livre de renvoi officiels sous partie du numéro mille deux (1002), cette partie du numéro mille deux (1002), de forme irrégulière, contient cent quatre-vingt-neuf pieds dans la ligne nord-est, longeant le terrain du chemin de fer Montréal et Champlain, cent cinquante pieds dans la ligne sud-ouest, soixante et onze pieds dans la ligne sud-est et cent soixante et dix pieds dans la ligne nord-ouest, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—avec un hangar à grain dessus construit.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juin prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 14 mars 1887.

[Première publication, 2 avril 1887.]

Shérif.

999 2

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit: } THE UNION BANK OF
No. 172. } LOWER CANADA, Plaintiff; vs. S. T. ST. CYR et al., Defendants.

As belonging to Charles Arpin, one of said defendants.

1. The undivided five sixth in one lot of land, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, under the number two hundred and ninety (290), situate on the west side of Jacques Cartier street—with a brick house and other buildings thereon erected; containing said lot of land seventy two feet in front by one hundred and forty four feet in depth.

2. A lot of land situate on the north side of Saint James street, in the said town of Saint Johns, known on said official plan and book of reference under the number one thousand and one (1001)—without buildings.

3. As belonging to the said Joseph Meunier, the other defendant.

A piece of land situate in the said town of Saint Johns, forming part of the ground known on said official plan and book of reference under part of the lot number one thousand and two (1002), that part of lot No. (1002), of an irregular form, contain one hundred and eighty nine feet in the north east line leading the ground of the Montreal and Champlain Railroad, one hundred and fifty feet, in the south west line, seventy one feet in the south east line and one hundred and seventy feet in the north west line, english measure, without any guarantee as to precise measure—with a grain store house thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the THIRD day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of June next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 14th March, 1887.

[First published, 2nd April, 1887.]

Sheriff.

1000

Ventes par le Shérif.—Joliette.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS
No. 1601. } FRANÇOIS GEORGE

BABY et al., Demandeurs; contre JEAN-BAPTISTE CHEVIGNY, écuyer, notaire public, Défendeur, Adolphe Renaud, écuyer, avocat, curateur au délaissement.

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Joliette, connu et désigné sous le numéro soixante et quatre, et la moitié nord-est du numéro soixante

Sheriff's Sales.—Joliette.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit: } THE HONORABLE LOUIS
No. 1601. } FRANÇOIS GEORGE

BABY et al., Plaintiffs; against JEAN BAPTISTE CHEVIGNY, esquire, notary public, Defendant; Adolphe Renaud, esquire, advocate, curator to the abandonment.

A land or emplacement situated in the town of Joliette, known and designated under the number sixty four, and the north eastern half of the

et cinq, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Joliette; bornée la dite partie nord-est du numéro soixante et cinq, au nord-ouest par le numéro trente-six, au sud-est par la rue Fabre, au nord-est par le numéro soixante et quatre, et au sud-ouest par la partie sud-ouest du dit numéro soixante et cinq.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 17 mai 1887
[Première publication, 21 mai 1887.]

A. M. RIVARD, Shérif. 1783

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Joliette, à savoir : { ANSELME BOISMIER, No. 638. } Demandeur; contre NAPOLEON MENIER dit LAGASSE, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Lin, connue et désignée sous le numéro quarante-quatre (44), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin—bâtie de maison, grange et autres bâtisses.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Lin, connue et désignée sous le numéro six (6), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le TREIZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de juillet prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 19 mars 1887.
[Première publication, 26 mars 1887.]

P. A. A. RIVARD, Député Shérif. 1125 3

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Joliette, à savoir : { OLIVE PICHIETTE, Demandeur. No. 332. } déresse; contre JEAN-BAPTISTE MORIN, fils d'Antoine, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Lin, connue et désignée sous le numéro deux cent trente-huit (238), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin—bâtie de maison et autres bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le TREIZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de juillet prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 19 mars 1887.
[Première publication, 26 mars 1887.]

P. A. A. RIVARD, Député Shérif. 1123 3

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : { HENRY MOODY ET AL., No. 1611. } Demandeurs; contre ANDRE GUILBAULT, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Roch, connue et désignée sous le numéro deux cent cinquante-six (256), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch, le TRENTIÈME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, Joliette, 19 mars 1887.
[Première publication, 26 mars 1887.]

P. A. A. RIVARD, Député Shérif. 1121 3

number sixty five, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said town of Joliette, the said north eastern portion of the number sixty five; bounded on the north west by the number thirty six, on the south east by Fabre street, on the north east by the number sixty four, and on the south west by the south western part of the said number sixty five.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

Sheriff's Office, Joliette, 17th May, 1887.
[First published, 21st May, 1887.]

A. M. RIVARD, Sheriff. 1784

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Ci circuit Court.

Joliette, to wit: { ANSELME BOISMIER, No. 638. } Plaintiff; against NAPOLEON MENIER dit LAGASSE, Defendant.

1. A land situated in the parish of Saint-Lin, known and designated under the number forty four (44), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Lin—with house, barn, and other buildings.

2. A land situated in the parish of Saint-Lin, known and designated under the number six (6), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Lin.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Lin, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of July next.

Sheriff's Office, Joliette, 19th March, 1887.
[First published, 26th March, 1887.]

P. A. A. RIVARD, Deputy Sheriff. 1126

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Joliette, to wit: { OLIVE PICHIETTE, Plaintiff; No. 332. } against JEAN BAPTISTE MORIN, son of Antoine, Defendant.

A land situated in the parish of Saint-Lin, known and designated under the number two hundred and thirty eight (238), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Lin—with dwelling house and other buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Lin, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of July next.

Sheriff's Office, Joliette, 19th March, 1887.
[First published, 26th March, 1887.]

P. A. A. RIVARD, Deputy Sheriff. 1124

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit: { HENRY MOODY ET AL., No. 1611. } Plaintiffs; against ANDRE GUILBAULT, Defendant.

A land situated in the parish of Saint-Roch, known and designated under the number two hundred and fifty six (256), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Roch.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Roch, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of June next.

Sheriff's Office, Joliette, 19 March, 1887.
[First published, 26th March 1887.]

J. A. A. RIVARD, Deputy Sheriff. 1122

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } **A**UGUSTE BODARD, No. 892, } gentilhomme et journaliste, ci devant du village de Kamouraska, et actuellement de la cité de Montréal, Demandeur; contre PHILIAS MICHAUD, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, Défendeur, c'est à-savoir:

Une terre située en le premier rang de la seigneurie de Madawaska, en la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, contenant environ quatre arpents de front sur trente arpents, et plus s'il y a, de profondeur, étant le numéro quarante-huit (48), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Sainte Rose du Dégélé—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, VENDREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le premier jour d'août prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, 18 mai 1887. Shérif. Fraserville, 1803
[Première publication, 21 mai 1887.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

District de Montmagny, } **L**OUIS LAMONTAGNE, cultivateur, No. 261, } cultivateur, du township Mailloux; contre JEAN MORISSET, cultivateur, du même lieu, savoir:

Un lot de terre situé dans le premier rang du canton Mailloux, connu au livre de renvoi et sur

Sheriff's Sales.—Kamouraska.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Kamouraska, to wit: } **A**UGUSTE BODARD, No. 892, } a gentleman and journalist, heretofore of the village of Kamouraska, and at present of the city of Montreal, Plaintiff; against PHILIAS MICHAUD, farmer, of the parish of Sainte-Rose du Dégélé, Defendant, to wit:

A land situated in the first range of the seigniorie of Madawaska, in the parish of Sainte-Rose du Dégélé, containing about four arpents of frontage by thirty arpents, and more, if any, of depth, being the number forty eight (48), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the parish of Sainte Rose du Dégélé—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Sainte Rose du Dégélé, on FRIDAY, the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, 18th May, 1887. Sheriff. Fraserville, 1804
[First published, 21st May, 1887.]

Sheriff's Sales.—Montmagny.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court

District of Montmagny, } **L**OUIS LAMONTAGNE, farmer, No. 261, } of the township of Mailloux; against JEAN MORISSET, farmer, of the same place, to wit:

A lot of land situated in the first range of the township of Mailloux, known on the official plan

le plan officiel du cadastre du comté de Bellechasse, pour le township Mailloux, sous le No. 11; borné au nord par le chemin public, au sud par la ligne entre le premier et le deuxième rang, à l'est par le lot No. 12a Pierre Boutin ou représentant, à l'ouest par le lot No. 10, Joseph Morisset ou représentant, contenant cent cinq acres en superficie (105)—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse, en la paroisse de Saint-Michel, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME, jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de juillet prochain.

J. D. LEPINE, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montmagny, 14 mai 1887. 1745
[Première publication, 21 mai 1887.]

and book of reference of the cadastre of the county of Bellechasse, for the township of Mailloux, under the No. 11; bounded on the north by the public highway, on the south by the line between the first and second ranges, on the east by the lot No. 12a, Pierre Boutin or representative, on the west by the lot No. 10, Joseph Morisset, or representatives, containing one hundred and five acres in superficies (105)—together with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the registration office for the county of Bellechasse, in the parish of Saint-Michel, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of July next.

J. D. LEPINE, Sheriff.
Sheriff's Office, Montmagny, 14th May, 1887. 1746
[First published, 21st May, 1887.]

Ventes par le Shérif—Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref

PLURIES ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONTREAL, No. 1321. } corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Deman leresse; contre les terres et tenements de HARDOIN LIONAIS, des cité et district de Montréal, écuyer, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et administrateur des biens de feu Dame Henriette Moreau, en son vivant, du même lieu, épouse séparée de biens du dit Hardoin Lionais, Défendeur, es qualités.

Un lot ou emplacement sis et situé dans le quartier est de la cité de Montréal, étant connu et désigné comme lot numéro cent quatre (104), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier est, préparés pour les fins d'enregistrement; borné en front par la rue Saint-Gabriel—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en les cité et district de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain,

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 20 avril 1887. 1491 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

PLURIES ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONTREAL, No. 1321. } a body politic and corporate duly incorporated, and having their chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HARDOIN LIONAIS, of the city and district of Montreal, esquire, in his quality of testamentary executor and administrator of the succession of the late Dame Henriette Moreau, in her lifetime, of the same place, wife separated as to property from the said Hardoin Lionais, Defendant, *es qualités*.

A certain lot or emplacement situate and being in the east ward of the city of Montreal, being known and designated as lot number one hundred and four (104), of the official plan and book of reference of said east ward, prepared for registration purposes; bounded in front by Saint Gabriel street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city and district of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 20th April, 1887. 1492
[First published, 23rd April, 1887.]

VENDITIONI EXPONAS.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les propriétés immobilières sous-mentionnées ont été saisies et seront vendues aux temps et lieux tels que mentionnés ci-après. Toutes personnes ayant à exercer contre les dites propriétés des droits que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

VENDITIONI EXPONAS.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned immovable properties have been seized and shall be sold at the time and place hereinafter specified. All persons who have to exercise as regards the same, any claims which the registrar is not held to mention in his certificate by virtue of article 700 of the code of civil procedure are hereby required to make known the same according to law. Every opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, shall have to be deposited in the office of the undersigned, before the fifteen days immediately preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be deposited at any time within six days after the return of the writ.

No.	Requérante. — Claimant.	No. du cadastre. — Cadastral No.	No. de la rue. — Street No.	Rue.—Street.	Quartier. — Ward.	Propriétaire suivant le rôle d'évaluation. — Proprietor as per assessment roll.	Nature de l'évaluation. — Nature of assessment.	Montant.		Intérêt.		Frais.—Costs.	Montant dû.	
								Amount.	Intérêt.	Intérêt.	Montant dû.		Total amount due.	
								\$ cts.	\$ cts.	\$ c.		\$ cts.		
1	Cité de Montréal. —City of Montreal.....	1477	.....	Parthenais.....	Sainte-Marie.— Saint Mary's...	Suscession de Dame— Estate Mrs. H. Lionais.	Taxes annuelles et spéciales.—Annual and special assessments.	21 64	1 11	1 00		23 75	
2	do	495	.....	Avenue — De Lorimier Avenue.....	do	do	Taxes annuelles. — Annual assessments.	43 20	2 59	.....		45 79	
3	do	1232	.....	do	do	do	do	4 80	0 28	.....		5 08	
4	do	1242	.....	do	do	do	do	4 80	0 28	.....		5 08	
5	do	1246	.....	do	do	do	do	4 80	0 28	.....		5 08	
6	do	1250	.....	do	do	do	do	6 00	0 36	.....		6 36	
7	do	1256	.....	Chaussé	do	do	do	3 60	0 21	.....		3 81	
8	do	1262	.....	do	do	do	do	3 60	0 21	.....		3 81	
9	do	1281	.....	do	do	do	do	3 60	0 21	.....		3 81	
10	do	1284	.....	do	do	do	do	3 60	0 21	.....		3 81	
11	do	1288	.....	do	do	do	do	16 80	1 00	.....		17 80	
12	do	1491	.....	Avenue — De Lorimier Avenue.....	do	do	do	96 00	5 76	.....		101 76	
13	do	494	.....	do	do	do	do	55 20	3 30	1 00		59 50	
14	do	504	.....	do	do	do	do	192 00	11 52	.....		203 52	

15	do	508	do	do	do	do	120 00	7 20	127 20
16	do	1223	do	do	do	do	192 00	11 52	203 52
17	do	1227	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
18	do	1233	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
19	do	1234	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
20	do	1235	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
21	do	1236	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
22	do	1237	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
23	do	1238	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
24	do	1239	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
25	do	1240	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
26	do	1241	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
27	do	1243	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
28	do	1245	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
29	do	1249	do	do	do	do	6 00	0 36	6 36
30	do	1252	Chaussé	do	do	do	3 60	0 21	3 81
31	do	1253	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
33	do	1257	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
34	do	1258	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
35	do	1259	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
36	do	1260	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
37	do	1261	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
38	do	1269	do	do	do	do	3 60	0 21	3 81
39	do	1271	do	do	do	do	1 20	0 07	1 27
40	do	1282 & 1283	do	do	do	do	43 20	2 59	45 79
41	do	1287	do	do	do	do	3 50	0 21	3 81
42	do	1289	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
43	do	1291	do	do	do	do	4 80	0 28	5 08
44	do	Partie Nord - Ouest du No. — North West part of No. 1493.....	Avenue — De Lorimier Avenue.....	do	do	Borné en front par l'Avenue De Lorimier, en arrière par le lot No. 1494, d'un côté par le No. 1492, tous deux du quartier Sainte-Marie, et de l'autre côté par la rue Mignonne.— Bounded in front by De Lorimier Avenue, in rear by lot No. 1494, on one side by lot No. 1492, both of Saint Mary's ward, and on the other side by Mignonne street. Succession — Estate Mrs. H. Lionais	Taxes annuelles et spé- ciales.—Annual and special assessments.	3191 64 321 61	3513 25

VENTE PAR LE SHÉRIF. — MONTRÉAL, (SUITE.)

SHERIFF'S SALES. — MONTREAL, (CONTINUED.)

No.	Requérante.	No. du cadastre.	No. de la rue.	Rue.—Street.	Quartier.	Propriétaire suivant le rôle d'évaluation.	Nature de l'évaluation.	Montant.	Intérêt.	Frais.—Costs.	Montant dd.	Total Amount due.
	Claimant.	Cadastral No.	Street No.		Ward.	Proprietor as per assessment roll.	Nature of assessment.						Amount.	Interest.	Montant d'd.
								\$ cts.	\$ cts.	\$ c.	\$ cts.	
46	Cité de Montréal. —City of Montreal	Partie Sud-Est du No. — South East part of No. 1493.....	.....	Avenue — De Lorimier Avenue.....	Sainte-Marie— Saint Mary's ...	Borné en front par l'Avenue De Lorimier, d'un côté par la rue Mignonne, et de l'autre côté par une rue projeté, appelée rue Albert, en arrière par le lot No. 1494, quartier Sainte-Marie.—Bounded in front by De Lorimier Avenue, on one side by Mignonne street, on the other side by a projected street called Albert street, in rear by lot No. 1494, Saint Mary's ward.						
						Succession — Estate Mrs. H. Lionais	Taxes annuelles et spéciales.—Annual and special assessment..	2050 84	207 13	.....	2257 97	
48	do ...	475,	.....	Stanley off Shaw.....	do ...	do ...	Taxes annuelles. — Annual assessment...	38 40	2 30	.....	40 70	
49	do ...	497	.....	Sainte-Catherine	do ...	do ...	do ...	192 00	11 52	.....	203 52	
50	do ...	488	.....	do	do ...	do ...	do ...	120 00	7 20	.....	127 20	

1010

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

M. JACQUES VILBON,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 mai 1887.

[Première publication, 21 mai 1887.]

1777

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

M. JACQUES VILBON,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 18th May, 1887.

[First published, 21st May, 1887.]

1778

FIERI FACIAS

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } PIERRE AIME FAU-
No. 8864. } TEUX, avocat, de Montréal, et NAZAIRE VILLENEUVE, de la paroisse de Saint-Sulpice, district de Richelieu, bourgeois, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAVID PINSONNEAULT, de la ville de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville Saint-Henri, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ci-devant paroisse de Montréal, sous le numéro deux mille cent huit (No. 2108), contenant dix-huit pieds et neuf pouces de front sur quatre-vingt-quatre pieds et quatre pouces de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front par la rue Turgeon—avec une maison en bois et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 mars 1887. Shérif, 1165 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES LACAILLE,
No. 1171. } marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de HENRI CONTANT, boucher, du village de la Côte Saint Paul, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre faisant front sur l'Avenue Maisonneuve, dans le village de la Côte Saint-Paul, étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille cinq cent soixante et huit (3568)—avec deux maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 avril 1887. Shérif, 1533 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ROBERT IRWIN, ajusteur, de la cité de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOHN ROBSON, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lopin de terre situé sur la rue Sébastopol, dans la cité de Montréal, district de Montréal, composé le dit lopin de terre des lots numéros deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent quatre-vingt-dix-huit (295, 296, 297 et 298), d.s plan et livre de renvoi officiels de la cité de Montréal, quartier Sainte-Anne—et les bâtisses dessus construites. Avec droit et propriété de passage dans la ruelle sur l'arrière du dit terrain conduisant à la rue Favard.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 mars 1887. Shérif, 1163 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } PIERRE AIME FAUTEUX,
No. 8864. } advocate, of Montreal, and NAZAIRE VILLENEUVE, of the parish of Saint-Sulpice, district of Richelieu, bourgeois, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAVID PINSONNEAULT, of the town of Saint-Henri, said district, Defendant.

A land situate and lying in the town of Saint-Henri, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the heretofore parish of Montreal, under the number two thousand one hundred and eight (No. 2108), containing eighteen feet and nine inches in front by eighty four feet and four inches in depth, the whole more or less ; bounded in front by Turgeon street—with a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 23rd March, 1887. Sheriff, 1166
[First published, 26th March, 1887.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES LACAILLE, marchand, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRI CONTANT, butcher, of the village of Côte Saint Paul, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land fronting on the Avenue Maisonneuve, in the village of Côte Saint Paul, being known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand five hundred and sixty eight (3568)—with two houses and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 21st April, 1887. Sheriff, 1534
[First published, 23rd April, 1887.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ROBERT IRWIN, of the No. 1359. } city of Montreal, fitter, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN ROBSON, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situated on Sebastopol street, in the city of Montreal, district of Montreal, the said lot of land composed of the lots numbered two hundred and ninety five, two hundred and ninety six, two hundred and ninety seven and two hundred and ninety eight (295, 296, 297, 298), on the official plan and book of reference of the city of Montreal, Saint Ann's ward—and the buildings thereon constructed. With the right of property and the right of passage in the lane, at the rear of the said land, leading to Favard street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 23rd March, 1887. Sheriff, 1164
[First published, 26th March, 1887.]

Ventes par le Shérif.—Québec.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 70^e du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **MATHEW DICKEY**, de la No. 608. } paroisse Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, rentier; contre **GEORGE REYNAR**, de la cité de Québec, à savoir :

Le No. 3057, du cadastre officiel du quartier Saint Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé aux coins des rues Saint-Jean, des Glacis et D'Aiguillon, contenant 5062 pieds anglais en superficie—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 18 mai 1887. Shérif. 1773
Première publication, 21 mai 1887.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Québec, à savoir : } **JULES JOSEPH TASCHE**, No. 856. } **JEAN-FRANÇOIS FREMONT**, de la cité de Québec, avocat; contre **JOSEPH BARNABE DUBUC**, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, marchand, à savoir :

Le lot No. 172, du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en la première concession, de figure irrégulière; borné vers le nord par le No. 173 et le grand chemin, vers le sud par la rue Bourdon, vers l'est par le No. 171, et vers l'ouest par la rue Saint-François de Sales et le No. 173, contenant en superficie dix mille deux cent quinze pieds—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, le **VINGT-QUATRIÈME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 21 avril 1887. Shérif. 1521 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ELEONORE BERNARD**, No. 892. } épouse commune en biens de Lucien Bernier, de la paroisse de Saint-Roch de Québec, menuisier; contre **LUCIEN BERNIER**, de la paroisse de Saint-Roch de Québec, menuisier, à savoir :

La moitié sud du lot No. 470, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch de la cité de Québec; la dite moitié bornée au nord par l'autre moitié du dit lot, au sud par le No. 517, à l'est par la rue

Sheriff's Sales.—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **MATHEW DICKEY**, of the No. 608. } parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, gentleman; against **GEORGE REYNAR**, of the city of Québec, to wit :

The No. 3057, of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Québec, being an emplacement situated at the corner of Saint John street, the Glacis and d'Aiguillon streets, containing 5062 feet english in superficies—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, the **TWENTY SECOND** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of August next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 18th May, 1887. Sheriff. 1774
[First published, 21st May, 1887.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Québec, to wit : } **JULES JOSEPH TASCHE**, No. 856. } **JEAN-FRANÇOIS FREMONT**, of the city of Québec, advocate; against **JOSEPH BARNABE DUBUC**, of the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, merchant, to wit :

The lot No. 172, of the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being an emplacement situated in the first concession, of an irregular shape; bounded towards the north by the No. 173 and the public highway, towards the south by Bourdon street, towards the east by the No. 171, and towards the west by Saint François de Sales street and the No. 173, containing in superficies ten thousand two hundred and fifteen feet—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Pointe aux Trembles, on the **TWENTY FOURTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of June next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 21st April, 1887. Sheriff. 1522
[First published, 23rd April, 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **ELEONORE BERNARD**, wife No. 892. } common with property of Lucien Bernier, of the parish of Saint Roch of Québec, joiner; against **LUCIEN BERNIER**, of the parish of Saint Roch of Québec, joiner, to wit :

The south half of the lot No. 470, of the official cadastre of Saint Roch's ward, in the city of Québec; the said half bounded on the north by the other half of the said lot, on the south by the number 517, on the east by Caron street, and on

Caron, et à l'ouest par le No. 469, du dit cadastre —avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de mai prochain.

J. B. AMYOT, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Québec, 24 mars 1887. 1201 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où No. 629. } **P**IERRE GEORGES DELISLE, de la cité de Québec, imprimeur, était Demandeur, et LOUIS P. PELLETIER, et G. AMYOT, tous deux avocats, et JAS. F. BELLEAU, agent d'assurance, tous de la cité de Québec, étaient Défendeurs. Les dits LOUIS P. PELLETIER, G. AMYOT, et JAS. F. BELLEAU, contre le dit demandeur PIERRE GEORGES DELISLE, à savoir :

Le No. 3322, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement de 2463 pieds a glais en superficie, situé sur le côté nord de la rue Richelieu—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juin prochain.

J. B. AMYOT, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Québec, 24 mars 1887. 1197 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

Ventes par le Shérif—Richelieu.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.
Sorel, à savoir : } **A**MATEUR DEMERS, Requé- No. 198. } rant; contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, Défendeur.

Le droit de retrait que peut ou peuvent exercer le ou les propriétaires inconnus, en vertu de l'acte 40 Victoria, chapitre 48, section 21, de l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre situé en la ville de Berthier, sur la rue Elouard, connu au cadastre officiel de la dite ville de Berthier, sous le numéro trente-huit (No. 38)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le DIXIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour du mois de juin prochain.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Bureau du Shérif, Sorel, 2 avril 1887. 1217 3
[Première publication, 9 avril 1887.]

the west by the number 469, of the said cadastre —and buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

J. B. AMYOT, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Québec, 24th March, 1887. 1202
[First published, 26th March, 1887.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } **I**N a case in which PIERRE No. 629. } GEORGES DELISLE, of the city of Québec, printer, was Plaintiff; and LOUIS P. PELLETIER and G. AMYOT, both advocates, and JAS. F. BELLEAU, insurance agent, all of the city of Québec, were Defendants. The said LOUIS P. PELLETIER, G. AMYOT and JAS. F. BELLEAU, against the said PIERRE GEORGES DELISLE, to wit :

The number 3322, of the official cadastre of Saint John's ward, in the city of Québec, being an emplacement of 2,463 feet, english measurement in superficies, situated on the north side of Richelieu street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of June next.

J. B. AMYOT, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Québec, 24th March, 1887. 1198
[First published, 26th March, 1887.]

Sheriff's Sales—Richelieu.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court of the district of Richelieu.
Sorel, to wit : } **A**MATEUR DEMERS, Peti- No. 198. } tioner; against UNKNOWN PROPRIETOR.

The right of redemption that the unknown proprietor or proprietors could or would exercise in virtue of the act 40 Victoria, chapter 48, section 21, on the following real estate, viz :

A piece of land situated in the town of Berthier, on Edward street, known on the official cadastre of the said town of Berthier, under the number thirty eight (No. 38)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the TENTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of the month of June next.

P. GUEVREMONT, Sheriff.
Sheriff's Office, Sorel, 2nd April, 1887. 1218
[First published, 9th April, 1887.]

Ventes par le Shérif—St. François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bre.

VENDITIONI EXPONAS.

De la Cour Supérieure—Saint-François.

Saint-François, à savoir: } REGINALD A. D. No. 737. } KING, du canton de Compton, en le district de Saint-François, médecin et chirurgien, Demandeur; contre les terres et tenements de DANIEL RANKIN, du dit canton de Compton, Défendeur, à savoir:

Les cent acres ouest du lot numéro vingt-deux, dans le onzième rang des lots du canton de Clifton, en le dit district. (Sauf et excepté une lisière de quatre acres de terre sur le coin nord-ouest du dit lot situé au nord du chemin public, s'étendant jusqu'à la ligne nord du lot, et assez large pour former quatre acres).

Aussi toute partie du lot numéro vingt et un, dans le dit onzième rang de Clifton, laquelle est située à l'ouest de la Rivière au Saumon, étant aussi cent acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le TREIZIEME jour de JUN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin prochain.

C. W. WHITCHER,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 18 mai 1887. 1791
[Première publication, 21 mai 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit pour le comté de Stanstead, à Stanstead Plain.

Saint-François, à savoir: } LUTHER ABBOTT, No. 1357. } du canton de Hatley, dans le Circuit de Stanstead, commerçant, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME CELINA FRAPPIER, du canton de Stanstead, en le dit circuit, veuve de feu Joseph Israel Joyal, en son vivant, de Stanstead susdit, cultivateur, décédé, tant en son nom et droit qu'en sa qualité de tutrice dûment nommée en justice à ses enfants mineurs, Défenderesse, à savoir:

1. Partie du lot numéro vingt-quatre, dans le treizième rang des lots du dit canton de Stanstead, contenant vingt acres de terre, plus ou moins; borné comme suit: commençant du côté est du chemin public traversant le dit lot, et sur la ligne du côté sud d'icelle; de là nord le long du côté est du dit chemin public une distance de trente perches; de là est dans une ligne parallèle à la ligne du côté sud du dit lot la distance de cent six perches; de là sud dans une ligne parallèle au susdit chemin public la distance de trente perches, jusqu'à la ligne du côté sud du dit lot; de là ouest le long de la dite ligne sud du dit lot la distance de cent six perches, jusqu'au point de départ.

2. La juste moitié est de ces deux morceaux de

Sheriff's Sales.—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS

Superior Court.—Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } REGINALD A. D. No. 737. } KING, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, physician and surgeon, Plaintiff; against the lands and tenements of DANIEL RANKIN, of the said township of Compton, Defendant, to wit:

The west one hundred acres of lot number twenty two, in the eleventh range of lots in the township of Clifton, in said district. (Save and except a strip of four acres of land on the north west corner of said lot lying north of the highway, extending to the north line of the lot, and wide enough to make up the four acres).

Also all that part of lot number twenty one, in the said eleventh range of Clifton, which lies west of the Salmon River, being also one hundred acres, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June next.

C. W. WHITCHER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 18th May, 1887. 1792
[First published, 21st May, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court for the county of Stanstead, at Stanstead Plain.

Saint Francis, to wit: } LUTHER ABBOTT, No. 1357. } the township of Hatley, in the Stanstead Circuit, trader, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME CELINA FRAPPIER, of the township of Stanstead, in said Circuit, widow of the late Joseph Israel Joyal, in his lifetime, of said Stanstead, farmer, deceased, as well in her own name and right as in her quality of tutor duly appointed *en justice* to her minor children, Defendant, to wit:

1. Part of the lot number twenty four, in the thirteenth range of lots in the said township of Stanstead, containing twenty acres of land, more or less; bounded as follows: commencing on the east side of the highway crossing said lot, and on the south side line thereof; thence northerly along the east side of the said highway a distance of thirty rods; thence easterly in a line parallel with the south side line of the said lot the distance of one hundred and six rods; thence southerly in a line parallel with the aforesaid highway the distance of thirty rods, to the south side line of the said lot; thence westerly along the said south line of the said lot the distance of one hundred and six rods, to the place of beginning.

2. The equal easterly half of those two certain

terre connus premièrement comme le tiers nord des trois-quarts est du lot numéro vingt-trois, dans le treizième rang des lots du dit canton de Stanstead, supposé contenir cinquante acres de terre, plus ou moins, et deuxièmement, comme cette partie du dit lot numéro vingt-trois, dans le treizième rang de Stanstead susdit, décrite comme suit : bornée au nord par la terre ci-dessus décrite, à l'ouest par le chemin de la Reine, à l'est par la ligne du rang entre les treizième et quatorzième rangs, et au sud par la terre d'un nommé Louis Derocher, et supposée contenir vingt-huit acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain, en le dit district de Saint-François, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 23 mars 1887.
[Première publication, 26 mars 1887.]

W. H. WEBB,
Shérif.
1159 3

parcel of land known firstly as the north third part of the east three quarters of the lot number twenty three, in the thirteenth range of lots in the said township of Stanstead, supposed to contain fifty acres of land, more or less, and secondly, as that part of the said lot number twenty three, in the thirteenth range of said Stanstead, described as follows: bounded on the north by the land above described, on the west by the Queen's highway, on the east by the range line between the thirteenth and fourteenth ranges, and on the south by the land owned by one Louis Derocher, and supposed to contain twenty eight acres in superficies, more or less—with the improvements on the said parcels of land.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain, in said district of Saint Francis, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 23rd March, 1887.
[First published, 26th March, 1887.]

W. H. WEBB,
Sheriff.
1160

Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; des oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **N**ECTAIRE CASA-
No. 368. } **N** VANT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Valérie de Milton, district de Bedford, Demandeur; contre CYRILLE DESLANDES dit CHAMPIGNY et SAMUEL BACHAND, tous deux de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, Défendeurs, à savoir:

Comme appartenant au défendeur, Samuel Bachand.

2. Un terrain sis en la dite paroisse de Saint-Liboire, au rang Sainte-Magdelaine, étant le numéro quatre cent cinquante (450), du dit plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Bagot, à Saint-Liboire, le TRENTEIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le douzième jour de juillet 1887.

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 20 avril 1887.
[Première publication, 23 avril 1887.]

N. J. CHAPUT,
Député Shérif.
1489 2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe

St-Hyacinthe, à savoir: } **W**ILLIAM ANGER,
No. 16. } **W** Failli; et MICHEL
ESDRAS BERNIER, Curateur, à savoir:

Comme appartenant au dit failli, les immeubles suivants:

5

Sheriff's Sales.—St. Hyacinthe.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: } **N**ECTAIRE CASA-
No. 368. } **N** VANT, farmer, of the parish of Saint Valérie de Milton, district of Bedford, Plaintiff; against CYRILLE DESLANDES dit CHAMPIGNY and SAMUEL BACHAND, both of Saint Liboire, district of Saint Hyacinthe, Defendants, to wit:

As belonging to defendant, Samuel Bachand.

2. A lot of land situate in the said parish of Saint Liboire, on the range Sainte Magdelaine, being the number four hundred and fifty (450), of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Liboire.

To be sold at the registry office of the county of Bagot, at Saint-Liboire, on the THIRTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twelfth day of July, 1887.

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 20th April, 1887.
[First published, 23rd April, 1887.]

N. J. CHAPUT,
Deputy Sheriff.
1490

FIERI FACIAS DE FERRIS.

Superior Court—Saint-Hyacinthe.

St. Hyacinthe, to wit: } **W**ILLIAM ANGER,
No. 16. } **W** Insolvent; and MICHEL
ESDRAS BERNIER, Curator, to wit:

As belonging to said insolvent, the following immoveables.

1. Un lopin de terre de forme irrégulière, faisant partie du terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de l'Ange Gardien, sous le numéro cent quarante-deux (142); borné à l'ouest au terrain d'Hubert Robert, à l'est à Flavien Ménard, au sud au dit Hubert Robert, et au nord la voie ferrée, comprenant le terrain qu'il y aura à l'ouest de celui du dit Auger, en tirant une ligne en trait carré en droite ligne partant du chemin de ligne à un demi arpent de la voie ferrée, du côté sud pour rejoindre la ligne du dit Flavien Ménard, et cette ligne droite sera celle qui séparera les terrains des dit Auger et Robert—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Les numéros cent dix-huit et cent dix-neuf (118 et 119), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Ange-Gardien.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange Gardien, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

N. J. CHAPUT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Saint-Hyacinthe, 18 avril 1887. 1473 2
[Première publication, 23 avril 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } DAME CELINA
No. 86. } D GRENON, épouse
de Joseph Jeanson, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pie, dans le district de Saint-Hyacinthe, et dument autorisée à ester en justice, Demanderesse; contre JOSEPH JEANSON, de la paroisse de Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Barnabé, de forme irrégulière, comprenant tout le terrain compris, dans les bornes suivantes : par un bout et d'un côté à la rivière Yamaska, par l'autre bout à un chemin public qui conduit au moulin se trouvant sur la dite propriété, de l'autre côté à Nephtalie Lagassé, le dit terrain étant le numéro deux cent vingt-trois (223), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Barnabé—comprenant toutes les bâtisses dessus érigées, y compris le moulin à farine et accessoires.

A distraire de ce terrain les emplacements vendus à Ephrem Renière, fils, suivant acte passé le trente septembre mil huit cent quatre-vingt, devant M^{re}. A. C. Destroismaisons, notaire public, et suivant acte d'accord passé devant le dit notaire, le quatorze janvier mil huit cent quatre-vingt-six.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le onzième jour de juin 1887.

L. S. ADAM,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 mars 1887. 1161 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin

1. A lot of land of irregular form, being a part of lot design to the official plan and book of reference for the parish of L'Ange Gardien, under the number one hundred and forty two (142); bounded to the west to lot of land of Hubert Robert, to the east to Flavien Ménard, to the south to said Hubert Robert, and to the north to the railroad, comprising the lot of land which will be found at the west of the lot of the said Auger, in drawing a line *en trait carré* in straight line begin from the line road to one half arpent of the railroad, on the south side to meet the line of said Flavien Ménard, and said straight line will be the line which will separate the lots of lands of the said Auger and Robert—with the buildings thereon erected.

2. The numbers one hundred and eighteen and one hundred and nineteen (118 and 119), on the official plan and book of reference of the said parish of L'Ange Gardien.

To be sold at the church door of the parish of L'Ange Gardien, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

N. J. CHAPUT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint Hyacinthe, 18th April, 1887. 1474
[First published, 23rd April, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit : } DAME CELINA
No. 86. } D GRENON, wife of
Joseph Jeanson, farmer, of the parish of Saint Pie, in the district of Saint Hyacinthe, and duly authorised to *ester en justice*, Plaintiff; against JOSEPH JEANSON, of the parish of Saint Pie, district of Saint Hyacinthe, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Barnabé, of irregular form, containing all the lot of land included in the following bounds : by one end and on one side to the Yamaska river, by the other end to a public road which conduct to the mill built on the said lot of land, on the other side to Nephtalie Lagassé, the said lot of land being the number two hundred and twenty three (223), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Barnabé—with all the buildings thereon erected and the flour mill and accessories.

To be taken of the said lot of land the lots sold to Ephrem Renière, jr., as according a deed made on the thirty of September, one thousand eight hundred and eighty, before M^{re}. A. C. Destroismaisons, notary public, and according a deed of agreement made by the said notary public, on the fourteenth January, one thousand eight hundred and eighty six.

To be sold at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the THIRD day of JUNE next at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the eleventh day of June, 1887.

L. S. ADAM,
Sheriff's Office, Sheriff
Saint Hyacinthe, 23rd March, 1887. 1162
[First published, 26th March, 1887.]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, ann ue charge, or*

l'annuler. afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **JOHN RYAN**, Deman-
No. 135. } deur en Cour Supé-
rieure, Intimé; contre **TREFFLE ROB'CHON**,
Défendeur en Cour Supérieure, Appelant.

Comme appartenant au dit John Ryan, deman-
deur en Cour Supérieure et Intimé, savoir:

1. Un cinquième indivis d'un emplacement
situé en la cité des Trois-Rivières, aux coins des
rues Saint Antoine et Notre-Dame, connu et
distingué aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-
Rivières, par le numéro six cent soixante et seize
(676)—avec un cinquième indivis des bâtisses
dessus construites et des dépendances.

2. Un cinquième indivis d'un emplacement
situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-
Dame, connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de
la cité des Trois-Rivières, par le numéro six cent
soixante et quatorze (674)—avec un cinquième
indivis des bâtisses dessus construites et des
dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité des
Trois-Rivières, le VINGT-HUITIEME jour de
MAY prochain, à DLX heures du matin. Le dit
bref rapportable le huitième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mars 1887. 1171 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.
Trois-Rivières, à savoir: } **THOMAS N. HART**,
No. 1759. } Demandeur; vs.
JOHN HARTIGAN, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte
des Saults, dans la concession Hartville, connue
et désignée aux plan et livre de renvoi officiels
du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet,
pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte des
Saults, par le numéro quatre-vingt-dix—
(90)—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, le TRENTE-
UNIEME jour de MAY prochain, à DIX heures
du matin. Le dit bref rapportable le trente et
unième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mars 1887. 1169 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **MELESOPHORE TOU-**
No. 580. } **RIGNY**, Deman-
deur; contre **DAVID POISSON**, Défendeur.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de
Gentilly, dans la concession sud-ouest de la
rivière Gentilly, connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistre-
ment du comté de Nicolet, pour la dite paroisse
de Gentilly, par le numéro deux cent soixante et
quatre (264).

2. Un autre lot de terre situé dans la même
paroisse, dans la même concession, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet,
pour la dite paroisse de Gentilly, par le numéro
deux cent soixante et onze (271).

other oppositions to the sale, except in cases of
Venditioni Exponas, are required to be filed with
the undersigned, at his office, previous to the fif-
teen days next preceeding the day of sale; oppo-
sitions *afin de conserver* may be filed at any time
within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **JOHN KYAN**, Plaintiff
No. 135. } in Superior Court,
Appeler; against **TREFFLE ROBICHON**, Defen-
dant in Superior Court, Appelant.

As belonging to the said John Ryan, Plaintiff
in Superior Court and Appeler, seized:

1. An undivided fifth of an emplacement
situated in the city of Three Rivers, at the corner
of Saint Antoine and Notre Dame streets, known
and designated on the official plan and book of
of reference of the cadastre registration of the
city of Three Rivers, by the number six hundred
and seventy six (676)—and an undivided fifth of
the buildings thereon constructed and depen-
dencies.

2. An undivided fifth of an emplacement
situated in the city of Three Rivers, on Notre
Dame street, known and designated on the official
plan and book of reference of the cadastre
registration of the city of Three Rivers, by the
number six hundred and seventy four (674)—with
an undivided fifth of the buildings thereon con-
structed and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Three
Rivers, on the TWENTY EIGHTH day of MAY
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable on the eighth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd March, 1887. 1172
[First published, 26th March, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Richelieu.
Three Rivers, to wit: } **THOMAS N. HART**,
No. 1759. } Plaintiff; vs. **JOHN**
HARTIGAN, Defendant.

A land situated in the parish of Sainte-Brigitte
des Saults, in the concession of Hartville, known
and designated on the official plan and book of
reference of the cadastre registration of the
county of Nicolet, for the said parish of Sainte
Brigitte des Saults, by the number ninety (90)—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Sainte-Brigitte des Saults, on the THIRTY FIRST
day of MAY next, at TEN o'clock in the fore-
noon. The said writ returnable on the thirty first
day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd March, 1887. 1170
[First published, 26th March, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **MELESOPHORE TOU-**
No. 580. } **RIGNY**, Plaintiff;
against **DAVID POISSON**, Defendant.

1. A lot of land situated in the parish of Gen-
tilly, in the concession south west of the Gentilly
river, known and designated on the official plan
and book of reference of the cadastre registraton
of the county of Nicolet, for the said parish of
Gentilly, by the number two hundred and sixty
four (264).

2. Another lot of land situated in the same
parish, in the same concession, known and desi-
gnated on the official plan and book of reference
of the cadastre registration of the county of Nico-
let, for the said parish of Gentilly, by the number
two hundred and seventy one (271).

3. La juste moitié nord-est d'une terre située en la même paroisse, dans la première concession, contenant un arpent de front sur une lieue de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly, comme étant la juste moitié nord-est du numéro deux cent vingt-neuf (229); bornée en front au fleuve Saint-Laurent, en profondeur au petit bras de la rivière Gentilly, joignant d'un côté au nord-est au numéro deux cent vingt-huit (228), du cadastre, et de l'autre côté au sud-ouest au résidu du dit lot numéro deux cent vingt-neuf du dit cadastre.

4. Une autre terre située dans la même paroisse, dans la même concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly, par le numéro deux cent vingt-huit (228) — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 mars 1887. 1167 3
[Première publication, 26 mars 1887.]

3. The exact north east half of a land situated in the same parish, in the first concession, containing one arpent in front by one league in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre registration of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly, as being the exact north east half of the number two hundred and twenty nine (229); bounded on the front by the river Saint Lawrence, in depth by the small branch of the river Gentilly, joining by one side to the north east to the number two hundred and twenty eight (228), of the cadastre, and on the other side to the south west to the residue of the said lot number two hundred and twenty nine of the said cadastre.

4. Another land situated in the same parish, in the same concession, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre registration of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly, by the number two hundred and twenty eight (228)—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Gentilly, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd March, 1887. 1168
[First published, 26th March, 1887.]

Avis Divers.

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*
District de Montréal, } *Bas-Canada.*
L'ACTE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES
CONTESTÉES.

Election d'un membre pour la Chambre des Communes du Canada pour le district électoral de Chambly.

No. 1.

Henri Courtémanche, marchand, du village du canton de Chambly, dit district,
Pétitionnaire;

vs.

Raymond Préfontaine, avocat, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Soyez notifié que la pétition d'élection du pétitionnaire ci-dessus nommé produite en cette cause, sera instruite au palais de justice, en la cité de Montréal, mercredi, le premier jour de juin prochain, à dix heures et demie de l'avant-midi, et à tels autres jours subséquents qu'il sera jugé nécessaire.

Daté à Montréal, le septième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-sept.

(Signé), L. H. COLLARD,
Député P. C. S.

(Vraie copie),
L. H. COLLARD,
Député P. C. S. 1783

Canada, }
Province de Québec } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }

No. 7.

L'ACTE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES
CONTESTÉES.

Election d'un membre pour la Chambre des Communes du Canada, pour le district électoral de L'Assomption.

Joseph Edouard Bédard Normandeau,
Pétitionnaire;

vs.

Joseph Gauthier, Défendeur.
Avis est par le présent donné qu'une copie de

Miscellaneous Notices.

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*
District of Montreal } *Canada.*
THE DOMINION CONTROVERTED ELECTIONS ACT.

Election of a member for the House of Commons of Canada, for the electoral district of Chambly.

No. 1.

Henri Courtémanche, of the village of Chambly canton, said district, merchant,
Petitioner;

and

Raymond Préfontaine, of the city and district of Montreal, advocate. Respondent.

Take notice that the election petition of the above named petitioner filed in this case, will be tried at the court house, in the city of Montreal, on Wednesday, the first day of June next, at half past ten of the clock in the forenoon, and on such other subsequent days as may be needful.

Dated at Montreal, the seventh day of May, one thousand eight hundred and eighty seven.

(Signed), L. H. COLLARD,
Deputy P. S. C.

(True copy),
L. H. COLLARD,
Deputy P. S. C. 1784

Canada, }
Province of Quebec } *Superior Court.*
District of Joliette. }

No. 7.

THE DOMINION CONTROVERTED ELECTION ACT.

Election of a member for the House of Commons of Canada, for the Electoral district of L'Assomption.

Joseph Edouard Bédard Normandeau,
Petitioner.

vs.

Joseph Gauthier, Respondent.
Notice is hereby given that a copy of an election

la pétition d'élection produite en cette cause au bureau du protonotaire, à Joliette, le 23 avril dernier, (1887), m'a été transmise pour publication, que j'ai remis la dite copie au registrateur du bureau d'enregistrement, dans le dit district électoral ou toutes personnes peuvent en prendre communication.

F. X. LEMIRE,
Officier-Rapporteur.
1799

L'Assomption, 2 mai 1887.

petition filed in this matter in the prothonotary's office, at Joliette, on the 23rd of April last, (1887), has been transmitted to me for publication, that I have delivered the said copy to the registrar of the registry office of the said electoral division where all persons are allowed to take communication of the same.

F. X. LEMIRE,
Returning Officer.
1800

L'Assomption, May 2nd, 1887.

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de B. St. Pierre & Cie., Nicolet,
P. Q., Insolventes.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à mon bureau le ou après le 6 juin 1887.

Toute opposition à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.
1797

Nicolet, 19 mai 1887.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 229.

T. Geoffrion, Demandeur ;

vs.

T. Delage, Coteau du Lac, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la Cour, le dix-huitième jour de mai 1887, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

C. DESMARTEAU,
Curateur.
1793

No. 1598, Notre-Dame,
Montréal, 18 mai 1887.

Dans l'affaire de F. X. Larin, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au troisième jour de juin 1887, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

C. DESMARTEAU,
E. G. PHANEUF,
Curateur conjoint.

No. 1598, Notre-Dame,
Montréal, 18 mai 1887. 1795

Licitations.

Bas-Canada, }
District de Montréal. } LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le seizième jour de février mil huit cent quatre-vingt-sept, dans une cause dans laquelle Dame Sarah Robertson, de Rawdon, dans le district de Joliette, maîtresse d'école, fille majeure et usant de ses droits, est demanderesse ; et William Robertson, de la cité et du district de Montréal, *brassfinisher*, est défendeur, et le dit William Robertson, dans sa qualité de tuteur à William Robert, James, Arthur et Minnie Robertson, enfants mineurs issu de son mariage avec Mary McCowan et John Robertson, des cité et district de Montréal, machiniste, mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un lot de terre situé partie dans la cité de

Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of B. St. Pierre & Co., Nicolet, P. Q.,
Insolvents.

A first and last dividend sheet has been prepared and will be payable at my office on or after the 6th of June, 1887.

Any opposition to the said dividend should be filed with me before the above mentioned date.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.
1798

Nicolet, 19th May, 1887.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 229.

T. Geoffrion, Plaintiff ;

vs.

Télesphore Delage, Insolvent.

Notice is hereby given that on the eighteenth day of May, 1887, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

C. DESMARTEAU,
Curator.
1794

No. 1598, Notre Dame,
Montréal, 18th May, 1887.

In the matter of F. X. Larin, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the third day of June, 1887, after which date the dividends will be payable at my office.

C. DESMARTEAU,
E. G. PHANEUF,
Joint Curator.

No. 1598, Notre Dame,
Montréal, 18th May, 1887. 1796

Licitations.

Lower Canada, }
District of Montreal. } LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the sixteenth day of February, eighteen hundred and eighty seven, in a cause in which Dame Sarah Robertson, of Rawdon, in the district of Joliette, school teacher, spinster of major age, is Plaintiff ; and William Robertson, of the city and district of Montreal, brass finisher, is Defendant ; and said William Robertson, in his quality of tutor to William Robert, James, Arthur and Minnie Robertson, minor children issue of his marriage with Mary M. Gowan and John Robertson, of the city and district of Montreal, machinist, *mis en cause*, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A piece of land situate part in the city of Mon-

Montréal et partie dans la paroisse de Montréal, maintenant la paroisse de Saint-Gabriel, dans cette partie de cet endroit nommé la Pointe Saint-Charles, et désigné comme lot numéro vingt-cinq (No. 25), sur le plan de la division du terrain fait et exécuté par H. M. Perrault, écuyer, arpenteur, le trente et un mai mil huit cent cinquante-six, contenant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, sur lequel lot de terre est érigé une maison de brique solide, deux étages en hauteur, avec un hangard là-dessus aussi bâti, maintenant connu comme partie du lot numéro deux cent cinquante trois (No. 253), du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, et partie du lot numéro trois mille cent cinquante-sept (No. 3157), de la paroisse de Montréal. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la chambre de la cour de pratique au palais de justice, dans la dite cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de changer ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BUTLER & LIGHTHALL,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 16 mai 1887. 1785
[Première publication, 21 mai 1887.]

Ratification.

Canada, }
Province of Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal }
EX-PARTE.

No. 1880.

Romuald Clairoux, agriculteur, de la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le dit district,
Requérant en ratification de titre.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé devant C. H. Champagne, notaire public, le douzième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-sept, entre Jean-Baptiste Théophile Dorion, médecin, de la paroisse de Saint-Eustache, d'une part, et Romuald Clairoux, agriculteur, de la paroisse de Sainte-Dorothée, de l'autre part, étant une vente par le dit J. B. T. Dorion au dit R. Clairoux, d'un lot de terre situé en la dite paroisse Sainte-Dorothée, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois (83), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Dorothée, contenant trois arpents de largeur sur environ vingt-deux arpents dans une ligne et environ vingt-quatre arpents et demi dans l'autre ligne, de profondeur — avec maison, grange et autres bâtisses dessus érigées, et en la possession du dit J. B. T. Dorion, comme propriétaire, pendant les trois dernières années. Et toutes personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque en vertu d'aucun titre ou par quelque moyen que ce soit sur le dit lot de terre, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit Romuald Clairoux, sont notifiées par le présent qu'il sera présenté à la dite cour le trentième jour de septembre prochain (1887), une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régis-

treal and part in the parish of Montreal, now the parish of Saint Gabriel, at that part of said place called Pointe Saint Charles, and designated as lot number twenty five (No. 25), on the plan of the division of the farm made and performed by H. M. Perrault, esquire, land surveyor, on the thirty first of May, eighteen hundred and fifty six, containing forty five feet in width by ninety feet in depth, on which lot is erected a solid brick house, two stories high, with a shed also thereon erected, now known as part of lot number two hundred and fifty three (No. 253), of Sainte Anne's ward, of the city of Montreal, and part of lot number three thousand one hundred and fifty seven (No. 3157), of the parish of Montreal. The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of SEPTEMBER next, sitting the court in the practice court room of the court house, in the said city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BUTLER & LIGHTHALL,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal 16th May, 1887. 1786
[First published, 21st May, 1887.]

Ratification.

Canada, }
Province of Québec, } Superior Court.
District of Montreal. }
EX PARTE

No. 1880.

Romuald Clairoux, yeoman, of the parish of Sainte Dorothée, in this district,
Petitioner for ratification of title.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in this district, a deed passed before Mtre. C. H. Champagne, notary, on the twelfth day of April, one thousand eight hundred and eighty seven, being a sale by Jean Baptiste Théophile Dorion, of the parish of Saint Eustache, physician, to said Romuald Clairoux, of a lot of land situated in the said parish of Sainte Dorothée, known and designated under the number 83, on the official plan and book of reference of the said parish, containing three arpents in width and about twenty two arpents in depth in one line, and about twenty four arpents and one half in the other line—with a house, barn, and other buildings thereon erected, and possessed by said vendor Jean Bte. Théophile Dorion, as proprietor, during the preceding last three years. And all persons who have or claim to have any privilege or hypothec under any title or by any means whatsoever in and upon said lot of land immediately before the registering of the said deed of sale are by these presents notified that application will be made to the said superior court, on the thirtieth day of September next, for a judgment of confirmation of the said title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate, they are hereby required to signify in writing their oppositions and file the same in the office of the pro-

trateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile du Bas-Canada, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas en vertu du dit code, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire, huit jours au moins avant ce jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

HONEY & GENDRON,
P. C. S.

Greffe du Protonotaire.
Montréal, 14 mai 1887. 1805
[Première publication, 21 mai 1887.]

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, un acte fait et passé devant Mtre. Joseph Girouard, notaire, le vingt-neuf avril dernier (1887), à Saint-Benoit, dit district, entre Napoléon *alias* Léon Pilon, cultivateur, de la paroisse Saint-Placide, dit district, d'une part, et Martin Vallières, cultivateur, du dit lieu de Saint-Benoit, d'autre part, étant une vente par le dit Napoléon *alias* Léon Pilon, au dit Martin Vallières, des deux immeubles suivants, savoir :

1. Une terre située sur la Côte des Eboulis, en la dite paroisse Saint-Placide, connue et désignée sous le numéro cent (100), sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la dite paroisse, contenant trois arpents de front sur trente-sept arpents de profondeur, plus ou moins; bornée d'un bout par la Rivière des Outaouais, de l'autre bout par le chemin de Saint-Vincent, d'un côté par le lot 99, appartenant aux héritiers Basile Brisebois, et d'autre côté par Calixte Masson, No. 101—avec maison, grange et autres bâtiments.

2. Un lot de terre situé sur la Côte Saint-Vincent, en la dite paroisse Saint-Placide, désigné sous le numéro cent trente-quatre (134), sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la dite paroisse, contenant vingt-sept arpents en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise; borné en front, par le chemin de Saint-Vincent, en profondeur par les terres de la Côte Saint-Pierre, d'un côté par le lot No. 135, appartenant aux représentants de Basile Brisebois, et d'autre côté par Paul Boyer, No. 133. Les dits deux immeubles en la possession du dit Napoléon *alias* Léon Pilon, comme propriétaire pendant les trois dernières années.

Et toutes personnes qui auront ou prétendront avoir quelque privilège ou hypothèque en vertu d'aucun titre, ou par quelques moyens que ce soit sur les susdits deux immeubles, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les susdits deux immeubles ont été acquis par le dit Martin Vallières, sont notifiées par le présent, qu'il sera présenté à la dite cour, le vingtième jour d'octobre prochain, une demande en ratification de titre; et à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, de les mentionner dans son certificat à être produit, dans ce cas en vertu du dit code elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du protonotaire, huit jours au moins avant ce jour-là, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Donné à Sainte-Scholastique, dit district, ce onzième jour de mai, mil huit cent quatre vingt-sept.

(Signé), CHS. DE MONTIGNY,
P. C. S.

(Vraie copie),
ALPHONSE RABY,
Dép. P. C. S. 1789
[Première publication, 21 mai 1887.]

thonotary eight days at least previous to said thirtieth of September next, failing which they shall be forever precluded from the right of so doing.

HONEY & GENDRON,
P. C. S.

Prothonotary's office,
Montreal, 14th May 1887. 1806
[First published, 21st May, 1887.]

Province of Quebec, {
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

Public notice is hereby given that, there has been deposited at the prothonotary office of the Superior Court, of the district of Terrebonne, a deed made and passed before Mtre Joseph Girouard, notary, on the twenty ninth of April last (1887), at Saint Benoit, said district, between Napoléon *alias* Léon Pilon, farmer, of the parish of Saint Placide, said district, on the one part, and Martin Vallière, farmer, of the said place of Saint Benoit, on the other part, being a sale by the said Napoléon *alias* Léon Pilon to the said Martin Vallières, of the two following immovables, to wit :

1. A land situated upon the Côte des Eboulis, in the said parish of Saint Placide, known and designated under the number one hundred (100), on the official plan and book of reference of the said parish, containing three arpents of frontage by thirty seven arpents in depth, more or less; bounded at one end by the Rivière des Outaouais, and on the other end by the road known as "Chemin de Saint-Vincent," on one side by the lot 99, belonging to the heirs Basile Brisebois, and on the other side by Calixte Masson, No 101—with house, barn and other buildings.

2. A lot of land situated upon the Côte Saint Vincent, in the said parish of Saint Placide, designated under the number one hundred and thirty four (134), on the official plan and book of reference of the said parish, containing twenty seven arpents in superficies, more or less, and without guarantee as to the precise measurement; bounded in front by the road known as Chemin de Saint-Vincent, in depth by the lands of Côte Saint Pierre, on one side by the lot No. 135, belonging to the representatives of Basile Brisebois, and on the other side by Paul Boyer, No. 133. The said two immovables in the possession of the said Napoléon *alias* Léon Pilon, as proprietor during the last three years.

And all persons who may have or claim to have any privilege or hypothec in virtue of any title, or by any means whatsoever, on the said two immovables, immediately prior to the registration of the said deed by which the aforesaid two immovables were acquired by the said Martin Vallières, are hereby notified that there will be presented to the said court, on the twentieth day of October next, an application for ratification of title and unless this claims are such as the registrar is bound according to the provisions of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, to make mention of them in his certificate to be produced in this case, in virtue of the said Code, they are by these presents requested to signify their opposition in writing, and to produce them at the prothonotary office, eight days, at least, before that day; in default of which they shall be forever foreclosed from the right of so doing.

Given at Sainte Scholastique, said district, this eleventh of May, one thousand eight hundred and eighty seven.

(Signed), CHS. DE MONTIGNY,
P. C. S.

(True copy),
ALPHONSE RABY,
Dept. P. C. S. 1790
[First published, 21st May, 1887.]

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Page
ECOLE Dissidente abolie:	
Como.....	1014
ELECTION CONTESTÉE:	
J. Gauthier.....	1017
R. Préfontaine.....	1048
S. A. Fisher.....	1048
FAILLIS:	
Assemblée:	
Fournier <i>et al.</i>	1022
Dividende:	
Berthiaume.....	1020
Besser.....	1021
Bourque.....	1021
Larin.....	1049
Latour.....	1021
Mudge.....	1020
Noël.....	1020
Smith.....	1020
St Pierre & Cie.....	1049
Nomination de curateur:	
Delège.....	1049
Roberge.....	1021
LIQITATION:	
Dlle Robertson vs. Robertson.....	1049
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:	
Paroisse de Boucherville.....	1014
Ste Anne d'Yamachiche.....	1014
Village d'Yamachiche.....	1014
Village de Boucherville.....	1014
NOMINATIONS:	
Commissaires d'écoles:	
St Germain de Rimouski.....	1013
Conseil d'Agriculture:	
Hble H. G. Joly.....	1018
Juges de Paix:	
District de Beauharnois.....	1014
RATIFICATION:	
M. Vallières.....	1051
R. Clairoux.....	1050
SÉPARATION DE BIENS:	
Dme Coutu vs. Allard.....	1016
Dme Cusson vs. Racette.....	1016
Dme Turcotte vs. Grenier.....	1016
VENTES PAR LES SHERIFFS:	
ARTHABASKA:	
Hall vs. Campbell.....	1027
GASPÉ:	
Brodie <i>et al.</i> vs. Hamilton.....	1031
JOLIETTE:	
Hble Baby vs. Chevigny.....	1034
KAMOURASKA:	
Bodard vs. Michaud.....	1036

	Page.
APPOINTMENTS:	
Council of Agriculture:	
Honble H. G. Joly.....	1013
Justice of the peace:	
District of Beauharnois.....	1014
School Commissioners:	
St Germain de Rimouski.....	1013
CONTROVERTED ELECTION:	
J. Gauthier.....	1017
R. Préfontaine.....	1048
S. A. Fisher.....	1048
DISSENTIENT School abolished:	
Como.....	1014
INSOLVENTS:	
Appointment of curator:	
Delège.....	1049
Roberge.....	1021
Dividend:	
Berthiaume.....	1020
Besser.....	1021
Bourque.....	1021
Larin.....	1049
Latour.....	1021
Mudge.....	1020
Noël.....	1020
Smith.....	1020
St Pierre & Co.....	1049
Meeting:	
Fournier <i>et al.</i>	1022
LIQITATION:	
Dlle Robertson vs. Robertson.....	1049
RATIFICATION:	
M. Vallières.....	1051
R. Clairoux.....	1050
SCHOOL MUNICIPALITIES:	
Parish of Boucherville.....	1014
St Anne d'Yamachiche.....	1014
Village of Boucherville.....	1014
Village of Yamachiche.....	1014
SÉPARATION AS TO PROPERTY:	
Dme Coutu vs. Allard.....	1016
Dme Cusson vs. Racette.....	1016
Dme Turcotte vs. Grenier.....	1016
SHERIFF'S SALES:	
ARTHABASKA:	
Hall vs. Campbell.....	1027
GASPÉ:	
Brodie <i>et al.</i> vs. Hamilton.....	1031
JOLIETTE:	
Hon. Baby vs. Chevigny.....	1034
KAMOURASKA:	
Bodard vs. Michaud.....	1036

MONTMAGNY :	
Lamontagne vs. Morisset.....	1036
MONTREAL :	
Corporation de Montréal vs. Divers ...	1033
QUÉBEC :	
Dickey vs. Reynar.....	1042
SAINT-FRANÇOIS :	
King vs. Rankin.....	1044

1807

Avis du Gouvernement.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le réarpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société : ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

MONTMAGNY :	
Lamontagne vs. Morisset.....	1036
MONTREAL :	
Corporation of Montreal vs. Divers ...	1038
QUEBEC :	
Dickey vs. Reynar.....	1042
SAINT FRANCOIS :	
King vs. Rankin.....	1044

1808

Government Notices.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a draw-bridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amener ou étendre des actes antérieurs, de manière à contérer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

1613

G. C. L.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for and object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been file with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

1614

G. C. I.